

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 155

21 février 2005

SOMMAIRE

A.E.I.B., American-European Insurance Brokerage S.A., Luxembourg	7434	(Les) Marguillers, S.à r.l., Contern	7417
Alpha Investimenti Sicav, Luxembourg	7437	Mola, S.à r.l., Ettelbrück	7436
Applus Automotive Technology Luxembourg, S.à r.l., Roodt-sur-Syre	7415	Optique Marc Wirtz, S.à r.l., Diekirch	7416
Aurea Finance Company S.A., Steinsel	7440	Orda Finance S.A., Luxembourg	7438
BRG Fund, Sicav, Luxembourg	7439	Pôle S.A.H., Strassen	7438
Cordial Arrow Fund	7414	PreventLux, Centre de Promotion du Bien-être au Travail, A.s.b.l., Leudelange	7394
DB Flexible Strategy	7406	(La) Rose S.A.H., Luxembourg	7437
Dontacel S.A., Luxembourg	7394	Santémedia Management S.C.A., Munsbach	7419
DPC (Luxembourg), S.à r.l., Contern	7393	Santémedia Management S.C.A., Munsbach	7433
DWS Future Strategy	7398	St. James's Place European, S.à r.l., Luxembourg	7419
Elettra Holdings, S.à r.l., Luxembourg	7414	St. James's Place European, S.à r.l., Luxembourg	7419
Financière Pétrusse S.A.H., Luxembourg	7437	Suco S.A., Luxembourg	7439
FSB-Systems S.A., Capellen	7419	Syllus S.A. Holding, Strassen	7440
Guerlange Investments S.A.H., Luxembourg	7440	Trisport, S.à r.l., Echternach	7436
Johann Berger Transporte, Luxembourg, GmbH, Weiswampach	7433	Volcarec, S.à r.l., Luxembourg	7435
Junior, S.à r.l., Ettelbruck	7434	Volcarec, S.à r.l., Luxembourg	7436
		W.S. Fund, Sicav, Luxembourg	7437

DPC (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: 13.000,- EUR.

Siège social: L-2984 Contern.

R. C. Luxembourg B 78.029.

EXTRAIT

Par lettres de démission du 14 septembre 2004:

M. Wiley Richard, demeurant à Luxembourg-Ville, a démissionné comme gérant de la Société avec effet au 20 septembre 2004.

M. Kreitz Pierre, demeurant à Paris (F), a démissionné comme gérant de la Société avec effet au 20 septembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2004.

Pour DPC (LUXEMBOURG), S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2004, réf. LSO-AX02112. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(099609.3/260/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2004.

DONTACEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R. C. Luxembourg B 63.553.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 25 novembre 2004, réf. LSO-AW06302, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2004.

LUXFIDUCIA, S.à r.l.

Signature

(098074.3/1629/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2004.

**PreventLux, CENTRE DE PROMOTION DU BIEN-ETRE AU TRAVAIL,
Association sans but lucratif.**

Siège social: Leudelange, 13, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg F919.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le 10 janvier

Les soussignés:

Prevent, Institut pour la prévention, la protection et le bien-être au travail, asbl de droit belge, ci-après dénommé Prevent, situé à B-1050 Bruxelles, 88, rue Gachard, représenté par Wilfried Beirnaert, président, Roger Dillemans, belge, résident à B-3060 Bertem, Blokkenstraat 265, président d'honneur de Prevent, Jean-Pierre Dupret, belge, résident à B-1390 Grez-Doiceau, Avenue des Mésanges, 1, président d'honneur de Prevent.

Marc De Greef, belge, résident à B-3020 Herent, Kerkstraat 8, directeur-général de Prevent.

Ont comparu pour dresser les statuts d'une association sans but lucratif, qu'ils déclarent constituer entre eux, conformément à la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée:

Titre I^{er}. Dénomination, Siège, Raison sociale, Durée

Art. 1^{er}. La dénomination de l'association est «PreventLux, CENTRE DE PROMOTION DU BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL» en abrégé «PreventLux». PreventLux a la forme juridique d'une association sans but lucratif au sens de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif (la «Loi»).

Art. 2. Le siège de PreventLux se situe à Leudelange, 13, rue de la Gare. Le conseil d'administration a le pouvoir de décider de transférer le siège de l'association à n'importe quel autre endroit à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. PreventLux est un institut de connaissances qui a pour objet la recherche et la mise en oeuvre de tous les moyens et activités qui peuvent contribuer à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles et plus généralement à la prévention, à la protection et au bien-être au travail.

Cet objectif se concrétisera au moyen de programmes d'activités qui viseront à promouvoir la qualité des conditions de travail et l'amélioration de l'organisation du travail.

Les moyens et activités se rapportent entre autres à: la recherche, l'étude et le conseil, le recueil et le traitement de données statistiques, le recueil et la diffusion d'information et de documentation, l'élaboration et la diffusion de publications, le développement de moyens didactiques, l'élaboration de programmes de formation, l'élaboration de campagnes d'information et de sensibilisation.

PreventLux peut prendre toutes les mesures qui contribuent directement ou indirectement à la réalisation de son objet social. A cet effet, PreventLux peut conclure des accords ou participer à la création ou aux activités d'entreprises, d'institutions, d'instances ou de réseaux ayant des objectifs identiques ou similaires, et coopérer avec eux au plan financier, administratif ou technique, et ce tant dans un contexte régional, national qu'international.

Art. 4. PreventLux est fondé pour une durée indéterminée. Il peut être dissout en tout temps par l'assemblée générale.

Titre II. Les membres

Art. 5. Peuvent devenir membres de PreventLux des instances, des organisations, des entreprises ou des personnes dont les activités ont un lien avec l'objet social ou les activités de PreventLux. Le nombre de membres de l'association est illimité; cependant le nombre minimum est fixé à trois.

Art. 6. Les candidats-membres qui souhaitent s'affilier à PreventLux adressent une requête écrite au président de PreventLux, qui transmettra sans délai cette requête au président du conseil d'administration. Le conseil d'administration décide provisoirement de cette affiliation, qui reste sujette à la ratification par l'assemblée générale. Il n'est pas tenu de motiver sa décision. La décision prise est communiquée au sollicitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'affiliation implique l'adhésion inconditionnelle aux statuts et au règlement d'ordre intérieur de PreventLux.

Art. 7. La qualité de membre se perd par démission ou exclusion. Tout membre peut se retirer de PreventLux en remettant sa démission par lettre recommandée avec accusé de réception au président de PreventLux, qui transmettra sans délai cette lettre au président du conseil d'administration. Est considéré comme démissionnaire de plein droit tout membre qui, suite à une notification restée sans réponse pendant 30 jours, ne paie pas les cotisations telles que décrites à l'article 26, 1^o et 2^o.

L'exclusion d'un membre requiert une majorité des deux tiers des voix de l'assemblée générale qui est tenue de convoquer et d'entendre préalablement le membre concerné. L'exclusion devient effective de plein droit trois jours après la notification de la décision de l'assemblée générale au membre concerné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social; il n'est pas dégagé de son obligation de payer à PreventLux les cotisations de membre et les cotisations de soutien afférentes à l'année en cours.

Art. 8. Les noms, dénominations sociales, ou selon le cas, les noms, prénoms, professions, et les adresses des membres de PreventLux, ainsi que leur nationalité figurent en annexe des présents statuts et en font partie intégrante.

Art. 9. Le conseil d'administration veillera à déposer auprès du registre de commerce et des sociétés du siège de PreventLux une liste des membres de PreventLux et la complètera, s'il y a lieu à actualisation, dans le mois de la clôture de l'exercice social.

Titre III. La présidence

Art. 10.

1. Le président de PreventLux est nommé par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, pour un terme de trois ans. Le président sortant est rééligible.

2. Le mandat du président se termine à la fin de l'assemblée générale qui suit son soixante-cinquième anniversaire, sauf décision contraire à prendre expressément par l'assemblée générale statuant dans les conditions prévues pour les modifications statutaires (article 13,5^o).

3. L'assemblée générale peut accorder l'honorariat.

Titre IV. L'assemblée générale

§ 1. Composition

Art. 11.

1. L'assemblée générale est composée de tous les membres et est convoquée à l'initiative du conseil d'administration. La convocation contient l'ordre du jour; elle est envoyée aux membres au moins 8 jours avant l'assemblée par lettre recommandée avec accusé de réception.

2. Un membre peut se faire représenter à l'assemblée générale, moyennant le dépôt au siège de PreventLux, trois jours au moins avant l'assemblée, d'une procuration écrite donnée à un autre membre, qui peut en recevoir au maximum trois, à l'exception du président qui peut représenter cinq membres.

Art. 12.

1. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au plus tard au mois de juin.

2. Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée par le conseil d'administration chaque fois que les intérêts de PreventLux l'exigent ou lorsqu'au moins un cinquième des membres le demande; cette requête doit être adressée au président de PreventLux qui la transmettra sans délai au président du conseil d'administration; elle contient les points de l'ordre du jour sur lesquels l'assemblée devra statuer.

§ 2. Délibérations

Art. 13.

1. Chaque membre dispose d'une voix au moins.

2. Lorsque la dernière cotisation payée par un membre, comme décrite à l'article 26, alinéa 1^o et 2^o, a dépassé une première tranche égale à un millième du total des cotisations payées par l'ensemble des membres, une voix supplémentaire lui est accordée par tranche d'un millième ou fraction de tranche ultérieure.

3. Sauf cas contraire prévu par la Loi ou les statuts, l'assemblée ne pourra délibérer valablement que si au moins la moitié des voix sont présentes ou représentées. Si ce quota n'est pas atteint, une nouvelle assemblée, qui doit être convoquée dans les 14 jours délibérera valablement quel que soit le nombre de voix présentes ou représentées.

4. Sauf cas contraire prévu par la Loi ou les statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas d'ex-aequo, la voix du président de séance prévaut.

5. Des décisions sur les modifications des statuts ne peuvent être prises que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres, présents ou représentés. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; mais dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels PreventLux s'est constitué, les règles qui précèdent sont modifiées comme suit:

a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés;

b) la décision n'est admise, dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés;

c) si dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés, une décision pourra être prise, mais elle devra être homologuée par le tribunal civil.

6. Chaque membre reçoit un exemplaire du procès-verbal; celui-ci est considéré comme approuvé 15 jours après son expédition par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'exception des points pour lesquels des remarques écrites ont été adressées au président avant l'expiration de ce délai.

7. Les tiers peuvent prendre connaissance des décisions de l'assemblée générale en adressant une demande au siège social.

§ 3. Compétences

Art. 14. L'assemblée générale est seule compétente pour:

- désigner et révoquer les administrateurs de PreventLux et donner décharge aux administrateurs;
- désigner et révoquer les commissaires de PreventLux, fixer leurs rémunérations et leur donner décharge;
- approuver les comptes, le budget, les cotisations de membre et les cotisations de soutien;
- modifier les statuts, accepter ou exclure des membres;
- dissoudre l'association, désigner les liquidateurs et décider de la destination de l'actif social net;
- dans tous les cas où les statuts l'exigent.

Titre V. Le règlement d'ordre intérieur

Art. 15. Le conseil d'administration soumet un règlement d'ordre intérieur à l'assemblée générale.

Art. 16. L'assemblée générale peut approuver ce règlement ou y apporter des modifications, selon la procédure décrite à l'article 13-5° alinéa-, relative à la modification des statuts.

Titre VI. Le conseil d'administration

§ 1. Composition

Art. 17. PreventLux est dirigé par un conseil d'administration qui est composé de 3 (trois) membres au minimum et 15 (quinze) au maximum.

Art. 18.

1. La durée du mandat des membres du conseil d'administration s'élève à trois ans. Un administrateur sortant est rééligible.

2. Le mandat d'administrateur prend fin de plein droit par la disparition de la qualité en vertu de laquelle il a été proposé à l'élection. Cette qualité doit être décrite au procès-verbal du conseil d'administration constatant la fin du mandat d'administrateur sous réserve de ratification par l'assemblée générale.

3. Le mandat des administrateurs non réélus cesse à la fin de l'assemblée générale ordinaire.

4. En cas de vacance d'un poste d'administrateur, quelle qu'en soit la raison, les membres restants continuent à constituer le conseil d'administration, à condition qu'ils soient au moins trois. Si le conseil d'administration ne compte plus assez de membres, l'assemblée générale devra être convoquée dans un délai de maximum deux mois afin de pourvoir au(x) poste(s) vacant(s). L'administrateur ainsi nommé termine le mandat de celui qu'il remplace.

§ 2. Délibérations

Art. 19.

1. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de PreventLux l'exige. De même, le conseil doit se réunir à la demande des deux tiers de ses membres ou à la demande du président de PreventLux.

Les membres du conseil d'administration sont convoqués aux réunions par simple lettre ou par tout moyen considéré comme procurant une information préalable équivalente.

Les réunions du conseil d'administration peuvent également se tenir par voie circulaire si tous les membres du conseil d'administration sont d'accord.

2. Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. La représentation s'exerce par voie de mandat donné à un autre membre du conseil d'administration, qui peut en recevoir au maximum un.

3. Chaque membre du conseil d'administration dispose d'une voix.

4. Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas d'ex-aequo, la voix du président de séance prévaut.

5. Lors de chaque réunion du conseil, le président de séance a le droit d'ajourner de six semaines au maximum la séance en cours. Cet ajournement remet à une date ultérieure les points de l'ordre du jour indiqués par le président de séance.

6. Chaque membre reçoit un exemplaire du procès-verbal; celui-ci est considéré comme approuvé 15 jours après son expédition par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'exception des points pour lesquels des remarques écrites ont été adressées avant l'expiration de ce délai au président du conseil d'administration.

§ 3. Compétences

Art. 20.

1. Le conseil d'administration gère les affaires de PreventLux et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Tout ce qui n'est pas réservé par la Loi ou par les statuts à l'assemblée générale, fait partie des compétences du conseil d'administration.

2. Le conseil d'administration peut nommer un administrateur délégué et/ou un directeur général.

3. Le conseil d'administration peut attribuer des compétences spéciales à un ou à plusieurs de ses membres et au directeur général.

4. Tous les actes qui engagent PreventLux, à l'exception de ceux qui se rapportent à la gestion courante, sont signés par deux administrateurs ou par un administrateur et le directeur général, sauf dans les cas où un mandat spécial a été attribué par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale.

Art. 21.

1. Le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale ordinaire un rapport complet et détaillé sur ses activités et la comptabilité de l'exercice écoulé ainsi qu'un budget pour l'exercice suivant.

2. Le conseil d'administration tient, au siège de PreventLux, un registre des membres de PreventLux, ainsi que les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et les pièces comptables.

Titre VII. La gestion courante

Art. 22.

1. La gestion courante de PreventLux, ainsi que la représentation et la signature d'actes qu'elle implique, est déléguée par le conseil d'administration à l'administrateur-délégué, ou à défaut, au directeur général.

2. L'administrateur-délégué, ou à défaut, le directeur général assume le secrétariat du conseil d'administration et de l'assemblée générale à défaut d'une autre décision.

Titre VIII. Comptes annuels et cotisations

§ 1. Comptes annuels

Art. 23. L'année sociale coïncide avec l'année civile.

Art. 24.

1. Chaque année, le conseil d'administration soumet les comptes annuels de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice à l'approbation de l'assemblée générale.

2. Le solde positif du compte de résultats est transféré au patrimoine, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

§ 2. Cotisations

Art. 25.

1. Les membres paient une cotisation de membre dont le montant est établi annuellement par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration. Le montant de la cotisation de membre ne peut toutefois pas dépasser 1.500 EUR; ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation, l'indice du mois de janvier 2004 faisant office d'indice de référence.

2. Outre les cotisations de membre, l'assemblée générale peut fixer annuellement, sur proposition du conseil d'administration et en accord avec les membres concernés, une cotisation de soutien pour contribuer aux frais de fonctionnement de PreventLux.

Titre IX. La responsabilité des mandataires

Art. 26. Les membres et les administrateurs ne prennent aucun engagement personnel se rapportant aux obligations de PreventLux. Ils sont uniquement responsables de l'exécution de leur mandat et ce conformément aux règles générales du mandat.

Titre X. Dissolution et liquidation

Art. 27. La dissolution ne peut être prononcée par l'assemblée générale que lorsque les deux tiers des membres sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde assemblée sera convoquée qui délibérera valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

La dissolution ne peut être prononcée que si elle est approuvée par une majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Toute décision qui prononce la dissolution, prise par l'assemblée ne réunissant pas les deux tiers des membres, est soumise à l'homologation du tribunal civil.

Art. 28. En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés de liquider les biens de PreventLux.

Dans tous les cas de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, l'actif social net sera transféré à une ou plusieurs institutions ayant un objectif similaire, après acquittement par l'assemblée générale de toutes les dettes et des charges sociales de PreventLux.

Titre XI. Clauses diverses

Art. 29. Au cas où PreventLux ne posséderait plus de personnalité juridique, et ce quelle qu'en soit la raison, elle continuera d'exister entre les membres en tant qu'association de droit commun.

Art. 30. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les membres se réfèrent à la Loi.

Titre XII. Dispositions transitoires

Par dérogation à l'article 24 des statuts, le premier exercice social commencera à la date du présent acte et se terminera le 31 décembre 2005.

PREVENT

représenté par W. Beirnaert / R. Dillemans / J.-P. Dupret / M. De Greef

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2005, réf. LSO-BB00642. – Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(014589.3/253/230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2005.

DWS FUTURE STRATEGY, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Allgemeiner Teil

Mit Wirkung vom 7. Februar 2005 gelten für den Investmentfonds DWS FUTURE STRATEGY folgende Bestimmungen:

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilhaber hinsichtlich des Fonds bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement.

Art. 1. Der Fonds

1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbstständiges Sondervermögen (fonds commun de placement), das aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen») besteht und für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen («Anteilhaber») unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Die Anteilhaber sind am Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt. Die im Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden grundsätzlich von der Depotbank verwahrt.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, dessen gültige Fassung sowie Änderungen desselben bei der Kanzlei des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt wurde und dessen Hinterlegungsvermerk im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, («Mémorial») veröffentlicht ist. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle genehmigten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

1. Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die DWS INVESTMENT S.A., eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg nach Luxemburger Recht. Sie wurde am 15. April 1987 gegründet. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch ihren Verwaltungsrat vertreten. Der Verwaltungsrat kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellte der Verwaltungsgesellschaft mit der täglichen Geschäftsführung betrauen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich insbesondere auf Kauf, Verkauf, Zeichnung, Umtausch und Annahme von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit dem Fondsvermögen zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und Kontrolle und auf eigene Kosten einen Fondsmanager hinzuziehen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater sowie einen beratenden Anlageausschuss hinzuziehen.

Art. 3. Die Depotbank

1. Die Verwaltungsgesellschaft ernennt die Depotbank. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, diesem Verwaltungsreglement und dem Depotbankvertrag. Sie ist insbesondere mit der Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds beauftragt. Sie handelt im Interesse der Anteilhaber.

2. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten und Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Wertpapiere und Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben.

3. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine solche Kündigung wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank ist an Weisungen der Verwaltungsgesellschaft gebunden, sofern solche Weisungen nicht dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement oder dem Verkaufsprospekt widersprechen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik - Risikostreuung

A. Anlagen

a) Der Fonds kann in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anlegen, die auf einem geregelten Markt notiert oder gehandelt werden.

b) Der Fonds kann in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anlegen, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden.

c) Der Fonds kann in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anlegen, die an einer Börse eines Staates, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist, zum Handel zugelassen sind oder dort auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt ist, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist und vorwiegend in Europa, Asien, Amerika oder Afrika liegt.

d) Der Fonds kann in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen anlegen, sofern

- die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt beantragt ist, der anerkannt ist, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, vorwiegend in Europa, Asien, Amerika oder Afrika liegt, und

- die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach Emission erlangt wird.

e) Der Fonds kann in Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne der EG-Richtlinie 85/611 EWG und/oder anderer Organismen für gemeinsame Anlagen im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der EG-Richtlinie 85/611 EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat anlegen, sofern

- diese anderen Organismen für gemeinsame Anlagen nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen dem Schutzniveau der Anteilseigner eines Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der EG-Richtlinie 85/611 EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder der andere Organismus für gemeinsame Anlagen, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Vertragsbedingungen bzw. seiner Satzung höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen anlegen darf.

f) Der Fonds kann in Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls sich der Sitz des Kreditinstituts in einem Staat befindet, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind, anlegen.

g) Der Fonds kann in abgeleitete Finanzinstrumente («Derivate») anlegen, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter a), b) und c) bezeichneten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate»), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Absatzes oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, die im Rahmen der Anlagepolitik liegen;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der Commission de Surveillance du Secteur Financier zugelassen wurden; und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des Fonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

h) Der Fonds kann in Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann, anlegen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, diese Instrumente werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Staat, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter vorstehenden Buchstaben a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Commission de Surveillance du Secteur Financier zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten vorstehenden Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, dessen Geschäftsbetrieb darauf gerichtet ist, wertpapiermäßig unterlegte Verbindlichkeiten im Markt zu platzieren, sofern der Rechtsträger über Kreditlinien zur Liquiditätssicherung verfügt.

i) Der Fonds kann abweichend vom Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% seines Vermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, dessen Gebietskörperschaften oder von einem OECD Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, sofern das Fondsvermögen in Wertpapiere investiert, die im Rahmen von mindestens sechs verschie-

denen Emissionen begeben wurden, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

j) Der Fonds darf nicht in Edelmetalle oder Zertifikate über diese anlegen.

B. Anlagegrenzen

a) Höchstens 10% des Netto-Fondsvermögens dürfen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden.

b) Höchstens 20% des Netto-Fondsvermögens dürfen in Einlagen ein und derselben Einrichtung angelegt werden.

c) Das Ausfallrisiko der Gegenpartei bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Absatz A. f) ist. Für andere Fälle beträgt die Grenze maximal 5% des Netto-Fondsvermögens.

d) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in denen der Fonds jeweils mehr als 5% seines Netto-Fondsvermögens anlegt, darf 40% des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der Einzelobergrenzen der Absätze B. a), b) und c) darf der Fonds bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% seines Netto-Fondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder
- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder
- von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten anlegen.

e) Die in Absatz B. a) genannte Obergrenze von 10% erhöht sich auf 35% und die in Absatz B. d) genannte Grenze entfällt, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente

- von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften, oder
- von einem Staat, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, oder
- von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört,

begeben oder garantiert werden.

f) Die in Absatz B. a) genannte Obergrenze erhöht sich von 10% auf 25% und die in Absatz B. d) genannte Grenze entfällt, wenn Schuldverschreibungen

- von einem Kreditinstitut mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union begeben werden, das aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt und
- die Erträge aus der Emission dieser Schuldverschreibungen gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und
- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig für die fällig werdende Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen bestimmt sind.

Wird der Fonds in mehr als 5% in diese Art von Schuldverschreibungen angelegt, die von einem und demselben Emittenten begeben werden, so darf der Gesamtwert dieser Anlagen 80% des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

g) Die in den Absätzen B. a), b), c), d), e) und f) genannten Grenzen dürfen nicht kumuliert werden; hieraus ergibt sich, dass Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen bei dieser Einrichtung oder in Derivaten derselben grundsätzlich 35% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Der Fonds kann bis zu 20% in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe anlegen.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der EG-Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in diesem Artikel vorgesehenen Anlagegrenzen als ein einziger Emittent anzusehen.

h) Der Fonds kann höchstens 10% seines Netto-Fondsvermögens in anderen als den in Absatz A. genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen.

i) Der Fonds kann höchstens 10% seines Netto-Fondsvermögens in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere und/oder Organismen für gemeinsame Anlage im Sinne von Abschnitt A. e) anlegen.

Bei Anlagen in Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen werden die Anlagewerte des betreffenden Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen in Bezug auf die in Absatz B. a), b), c), d), e) und f) genannten Obergrenzen nicht berücksichtigt.

j) Sofern die Zulassung an einem der unter Absatz A. a), b) oder c) genannten Märkte nicht binnen Jahresfrist erfolgt, sind Neuemissionen als nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anzusehen und in die dort erwähnte Anlagegrenze einzubeziehen.

k) Der Fonds kann höchstens

- 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten;
- 10% der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten;
- 25% der Anteile ein und desselben Fonds;
- 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten erwerben.

Die unter dem zweiten, dritten und vierten Gedankenstrich vorgesehenen Anlagegrenzen brauchen beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen oder der Geldmarktinstrumente oder der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen lässt.

l) Die in Buchstabe k) genannten Anlagegrenzen werden nicht angewandt auf:

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden;
- von einem Staat außerhalb der Europäischen Union begebene oder garantierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente;

- auf Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören;

- Aktien, die der Fonds in Wertpapieren an dem Kapital einer Gesellschaft eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, hält, die ihr Vermögen im Wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den Fonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, in ihrer Anlagepolitik die in Absatz B. a), b), c), d), e), f) und g), l) sowie k) festgelegten Grenzen beachtet. Bei Überschreitung dieser Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlage sinngemäß Anwendung;

- Aktien, die von einer Investmentgesellschaft oder von mehreren Investmentgesellschaften am Kapital von Tochtergesellschaften gehalten werden, die in deren Niederlassungsstaat lediglich und ausschließlich für diese Investmentgesellschaft oder Investmentgesellschaften bestimmte Verwaltungs-, Beratungs- oder Vertriebstätigkeiten im Hinblick auf die Rücknahme von Anteilen auf Wunsch der Anteilinhaber ausüben.

m) Unbeschadet der in Absatz B. k) und l) festgelegten Anlagegrenzen betragen die in Absatz B. a), b), c), d), e) und f) genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten höchstens 20%, wenn es Ziel der Anlagepolitik ist, einen bestimmten Index nachzubilden. Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die hier festgelegte Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Obergrenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich.

n) Das mit den Derivaten verbundene Gesamtrisiko darf den Gesamt-Nettowert des Fonds nicht übersteigen. Bei der Berechnung des Risikos werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko der Gegenpartei, künftige Marktluktuationen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt.

Der Fonds kann als Teil der Anlagestrategie innerhalb der Grenzen des Absatzes B. g) in Derivate anlegen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen des Absatzes B. a), b), c), d), e) und f) nicht überschreitet.

Legt der Fonds in indexbasierte Derivate an, werden diese Anlagen nicht bei den Anlagegrenzen gemäß Absatz B. a), b), c), d), e) und f) berücksichtigt.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Anlagegrenzen mitberücksichtigt werden.

o) Der Fonds kann daneben bis zu 49% in flüssige Mittel anlegen. In besonderen Ausnahmefällen ist es gestattet, vorübergehend auch über 49% flüssige Mittel zu halten, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilinhaber gerechtfertigt scheint.

C. Ausnahme zu Anlagegrenzen

a) Der Fonds muss die Anlagegrenzen bei der Ausübung von Bezugsrechten, die an Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente geknüpft sind, die im Fondsvermögen enthalten sind, nicht einhalten.

b) Der Fonds kann von den festgelegten Anlagegrenzen unter Beachtung der Einhaltung der Grundsätze der Risikostreuung innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten seit Zulassung abweichen.

D. Kredite

Kredite dürfen weder durch die Verwaltungsgesellschaft oder den Verwahrer für Rechnung des Fonds aufgenommen werden. Der Fonds darf jedoch Fremdwährungen durch ein «Back-to-back»-Darlehen erwerben.

Abweichend vom vorstehenden Absatz kann der Fonds Kredite von bis zu 10% des Fondsvermögens aufnehmen, sofern es sich um kurzfristige Kredite handelt.

Weder die Verwaltungsgesellschaft noch der Verwahrer dürfen für Rechnung des Fonds Kredite gewähren oder für Dritte als Bürgen eintreten.

Dies steht dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen noch nicht voll eingezahlten Finanzinstrumenten nicht entgegen.

E. Leerverkäufe

Leerverkäufe von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen in Absatz A. e), g) und h) genannten Finanzinstrumenten dürfen weder von Verwaltungsgesellschaften noch von Verwahrstellen, die für Rechnung von Investmentfonds handeln, getätigt werden.

F. Belastung

Das Fondsvermögen darf nur insoweit zur Sicherung verpfändet, übereignet bzw. abgetreten oder sonst belastet werden, als dies an einer Börse, an einem geregelten Markt oder aufgrund vertraglicher oder sonstiger Bedingungen oder Auflagen gefordert wird.

G. Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte

a) Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können bis zu 50% der im Fonds befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage ausgeliehen werden. Voraussetzung ist, dass dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch eine auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzeinrichtung erster Ordnung organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertpapierbestands erfassen oder länger als 30 Tage dauern, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen.

Der Fonds muss im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Sicherheit erhalten, deren Gegenwert zurzeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationalen Organisationen begeben oder garantiert und zu Gunsten des Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrags gesperrt werden.

b) Der Fonds kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen. Dabei muss der Vertragspartner eines solchen Geschäfts eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Während der Laufzeit eines Wertpapierpensionsgeschäfts kann der Fonds die gegenständlichen Wertpapiere nicht veräußern. Der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das dem Fonds ermöglicht, jederzeit seinen Rücknahmeverpflichtungen nachzukommen.

Art. 5. Anteilwertberechnung

1. Der Wert eines Anteils lautet auf die für den Fonds festgelegte Währung («Fondswährung»). Er wird für den Fonds an jedem Bankarbeitstag in Frankfurt am Main («Bewertungstag») berechnet, sofern im Besonderen Teil keine andere Bestimmung getroffen wurde.

Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile des Fonds. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;

b) Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen organisierten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zurzeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für einen marktgerechten Kurs hält;

c) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a) und b) genannten Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

d) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

e) Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

f) Alle nicht auf die Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet.

g) Die Preisfestlegung der Derivate die der Fonds einsetzt wird in üblicher vom Wirtschaftsprüfer nachvollziehbaren Weise erfolgen und unterliegt einer systematischen Überprüfung. Die für die Preisfestlegung der Derivate bestimmten Kriterien bleiben dabei jeweils über die Laufzeit der einzelnen Derivate beständig.

h) Credit Default Swaps werden unter Bezug auf standardisierte Marktkonventionen mit dem aktuellen Wert ihrer zukünftigen Kapitalflüsse bewertet, wobei die Kapitalflüsse um das Ausfallrisiko bereinigt werden. Zinsswaps erhalten eine Bewertung nach ihrem Marktwert, der unter Bezug auf die jeweilige Zinskurve festgelegt wird. Sonstige Swaps werden mit dem angemessenen Marktwert bewertet, der in gutem Glauben gemäß den von der Verwaltungsgesellschaft aufgestellten und von dem Wirtschaftsprüfer des Fonds anerkannten Verfahren festgelegt wird.

i) Die in dem Fonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und verfügbaren Rücknahmepreis bewertet.

2. Für den Fonds wird ein Ertragsausgleichskonto geführt.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstags bestimmen, an dem sie für den Fonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsanträge für den Fonds.

Art. 6. Einstellung der Berechnung des Anteilwerts

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwerts zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

- während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, wo ein wesentlicher Teil der Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente des Fonds gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden geregelten Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

- in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwerts ordnungsgemäß durchzuführen.

Anleger, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Den Anlegern wird nach der Wiederaufnahme der dann gültige Rücknahmepreis gezahlt.

Die Einstellung der Berechnung des Anteilwerts wird in einer Luxemburger Tageszeitung veröffentlicht.

Art. 7. Ausgabe und Rücknahme von Fondsanteilen

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte. Die Fondsanteile werden in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht, es sei denn, es ist im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements etwas anderes geregelt.

2. Ausgabe und Rücknahme der Anteile erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie bei jeder Zahlstelle.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds erforderlich erscheint.

Art. 8. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz des Fonds oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

In diesem Fall wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

2. Die Einstellung der Ausgabe von Anteilen wird in einer Luxemburger Tageszeitung veröffentlicht, und gegebenenfalls in den Vertriebsländern.

Art. 9. Beschränkungen der Rücknahme von Anteilen

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme von Anteilen einzustellen, wenn außergewöhnliche Umstände dies erfordern und die Einstellung im Interesse der Anteilinhaber gerechtfertigt ist.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

3. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisa-rechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

4. Die Einstellung der Rücknahme von Anteilen wird in einer Luxemburger Tageszeitung veröffentlicht, und ggf. in den Vertriebsländern.

Art. 10. Abschlussprüfung

Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Verwendung der Erträge

1. Der Verwaltungsrat bestimmt jährlich, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung erfolgt. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kapitalgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Werterhöhungen sowie Kapitalgewinne aus den Vorjahren und sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen nicht unter die Mindestsumme gemäß Artikel 23 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sinkt. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können in bar ausgezahlt oder gut geschrieben werden. Erträge, die innerhalb der in Artikel 16 festgelegten Fristen nicht abgefordert wurden, verfallen zugunsten des entsprechenden Fonds.

2. Der Verwaltungsrat kann Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen für den Fonds beschließen.

Art. 12. Änderungen des Verwaltungsreglements

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden hinterlegt und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, unverzüglich nach Hinterlegung in Kraft.

Art. 13. Veröffentlichungen

1. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden. Darüber hinaus werden die Ausgabe- und Rücknahmepreise in jedem Vertriebsland in geeigneten Medien (z.B. Internet, elektronische Informationssysteme, Zeitungen, etc.) veröffentlicht.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

3. Verkaufsprospekt, vereinfachter Verkaufsprospekt und Verwaltungsreglement sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle kostenlos erhältlich.

Art. 14. Auflösung des Fonds

1. Die Dauer des Fonds ist im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements festgelegt.
2. Unbeschadet der Regelung in 1, kann der Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, sofern im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements nichts anderes bestimmt ist. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Auflösung des Fonds beschließen, sofern diese unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber, zum Schutz der Interessen der Verwaltungsgesellschaft oder im Interesse der Anlagepolitik notwendig oder angebracht erscheint.
3. Eine Auflösung des Fonds erfolgt in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen zwingend.
4. Die Auflösung des Fonds wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens zwei hinreichend verbreiteten Tageszeitungen, einschließlich mindestens einer Luxemburger Tageszeitung, und den Regelungen des Vertriebslandes veröffentlicht.
5. Bei Auflösung des Fonds wird die Ausgabe von Anteilen eingestellt. Die Rücknahme von Anteilen ist bis kurz vor dem Liquidationstag möglich, wobei gewährleistet wird, dass etwaige Auflösungskosten berücksichtigt werden und somit von allen Anteilhabern getragen werden, die sich zum Zeitpunkt der Wirkung des Auflösungsbeschlusses im Fonds befinden haben.
6. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggf. der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern des Fonds nach deren Anspruch verteilen. Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.
7. Die Anteilhaber, deren Erben bzw. Rechtsnachfolger können weder die Auflösung noch die Teilung des Fonds beantragen.

Art. 15. Fusion

1. Der Fonds kann durch Beschluss des Verwaltungsrats in einen anderen Fonds eingebracht werden (Fusion).
2. Dieser Beschluss wird in einer Luxemburger Tageszeitung und entsprechend den Vorschriften des Vertriebslandes veröffentlicht.
3. Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds. Abweichend zu der Fondsauflösung (Artikel 14) erhalten die Anleger des einbringenden Fonds Anteile des aufnehmenden Fonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und ggf. einen Spitzenausgleich.
4. Die Anteilhaber des Fonds haben vor der tatsächlichen Fusion die Möglichkeit, aus dem betreffenden Fonds innerhalb des Monats nach Veröffentlichung des Fusionsbeschlusses durch die Verwaltungsgesellschaft durch die Rückgabe ihrer Anteile zum Rücknahmepreis auszuschneiden.
5. Die Durchführung der Fusion wird von Wirtschaftsprüfern des Fonds kontrolliert.

Art. 16. Verjährung und Vorlegungsfrist

1. Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 14 Absatz 6 enthaltene Regelung.
2. Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt fünf Jahre.

Art. 17. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Das Verwaltungsreglement des Fonds unterliegt luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern und der Verwaltungsgesellschaft. Das Verwaltungsreglement ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.
2. Der deutsche Wortlaut dieses Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Besonderer Teil

Für den Fonds mit dem Namen DWS FUTURE STRATEGY gelten in Ergänzung zu den im Verkaufsprospekt Allgemeiner Teil enthaltenen Regelungen die nachfolgenden Bestimmungen.

Art. 18. Anlagepolitik

Ziel der Anlagepolitik ist es, für den Fonds DWS FUTURE STRATEGY bei steigenden und fallenden Märkten und unter Berücksichtigung der Chancen und Risiken der nationalen und internationalen Aktien- und Anleihemärkte auf Basis eines Portfolios aus fest- bzw. variabel verzinslichen Wertpapieren durch den gezielten Einsatz von Techniken und Instrumenten langfristig ein positives Anlageergebnis und eine überdurchschnittliche absolute Rendite in Euro zu erzielen («Absolute Return»).

Der Fonds wird hierzu überwiegend in Aktien, fest- bzw. variabel verzinslichen Wertpapieren, Wandelanleihen und Genussscheinen investieren.

Für das Fondsvermögen kann des weiteren auf derivative Instrumente gemäß Artikel 41 Absatz 1 g) des Luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 zurückgegriffen werden, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens erfolgt. Das Anlagespektrum ist in erster Linie auf liquide internationale Aktienindizes ausgerichtet. Dabei kann der Fonds nach sorgfältiger Einschätzung mittels der vorgenannten derivativen Instrumente sowohl auf steigende als auch auf fallende Märkte setzen. Es kann jedoch keine Gewähr dafür geboten werden, dass das Anlageziel erreicht wird. Die derivativen Finanzinstrumente können unter anderem Optionen, Terminkontrakte auf Finanzinstrumente und Optionen auf derartige Kontrakte sowie durch private Übereinkunft vereinbarte Swap-Kontrakte auf jegliche Art von Finanzinstrumenten, einschließlich Credit Default Swaps, beinhalten. Für den Fonds werden diese OTC-Geschäfte nur mit einem erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstitut geschlossen. Gemäß dem Verbot in Artikel 4 E. des Allgemeinen Teils des Verwaltungsreglements werden keine Wertpapierleerverkäufe getätigt.

Eingesetzte Einschüsse für derivative Finanzinstrumente, die auf einem organisierten Markt gehandelt werden, sowie die Verpflichtungen aus in privater Übereinkunft vertraglich vereinbarten derivativen Finanzinstrumenten dürfen maximal 35% des Netto-Fondsvermögens betragen. Die Reserve des Fonds an liquiden Mitteln muss mindestens der Summe der von dem Fonds eingesetzten Einschüsse entsprechen. Zu den liquiden Mitteln zählen nicht nur Zeiteinlagen und ordentlich gehandelte Geldmarktinstrumente, deren Restlaufzeit unter zwölf Monaten liegt, sondern auch Schatzwechsel und Anleihen von OECD-Mitgliedsstaaten oder deren lokalen Behörden oder von supranationalen Institutionen und Organisationen mit europäischem, regionalem oder weltweitem Wirkungsbereich sowie Anleihen, die an einer Börse notiert sind oder auf einem regulierten, ordentlich operierenden und der Öffentlichkeit zugänglichen Markt gehandelt werden, von erstklassigen Emittenten aufgelegt und hochgradig liquide sind.

Die für den Erwerb von Optionen gezahlten und in Bezug auf Credit Default Swaps ausstehenden Prämien sind in der oben festgelegten 35%-Grenze enthalten.

Das Fondsvermögen kann darüber hinaus in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

Art. 19. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis

1. Die Fondswährung ist der Euro.

2. Ausgabepreis ist der Anteilwert zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 3% zu Gunsten der Verwaltungsgesellschaft. Er ist zahlbar unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen reduzieren, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert abzüglich einer Rücknahmegebühr von bis zu 2,5% des Anteilwerts zu Gunsten der Verwaltungsgesellschaft. Der Rücknahmepreis kann sich außerdem um Gebühren oder andere Belastungen reduzieren, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

Art. 20. Kosten

Der Fonds zahlt der Verwaltungsgesellschaft eine Kostenpauschale von 1,35% p.a. auf das Netto-Fondsvermögen auf Basis des am Bewertungstag ermittelten Netto-Inventarwerts. Aus dieser Kostenpauschale werden insbesondere die Verwaltungsgesellschaft, das Fondsmanagement, der Vertrieb und die Depotbank bezahlt. Die Kostenpauschale wird dem Fonds in der Regel am Monatsende entnommen. Neben der Kostenpauschale können die folgenden Aufwendungen dem Fonds belastet werden:

- sämtliche Steuern, welche auf die Vermögenswerte des Fonds und den Fonds selbst erhoben werden (insbesondere die *taxe d'abonnement*), sowie im Zusammenhang mit den Kosten der Verwaltung und Verwahrung evtl. entstehende Steuern;
- im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehende Kosten;
- außerordentliche Kosten (z.B. Prozesskosten), die zur Wahrnehmung der Interessen der Anteilhaber des Fonds anfallen; die Entscheidung zur Kostenübernahme trifft im Einzelnen der Verwaltungsrat und ist im Jahresbericht gesondert auszuweisen.

Darüberhinaus erhält die Verwaltungsgesellschaft eine erfolgsbezogene Vergütung, die einem Viertel des Betrages entspricht, um den der Wertzuwachs des Fonds den Ertrag aus einer als Vergleichsmaßstab herangezogenen Geldmarktanlage übertrifft. Der Vergleichsmaßstab berechnet sich als Wertentwicklung einer 3-monatlichen Geldmarktanlage zum Interbankenreferenzzinssatz Euribor (European Interbank Offered Rate) des Quartalsultimos für Drei-Monats-Anlagen. Die erfolgsbezogene Vergütung wird täglich berechnet und jährlich abgerechnet. Entsprechend dem Ergebnis des täglichen Vergleichs wird eine etwa angefallene erfolgsbezogene Vergütung im Fondsvermögen zurückgestellt. Liegt die Anteilwertentwicklung während des Geschäftsjahres unter der Benchmark, so wird eine im jeweiligen Geschäftsjahr bisher zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung entsprechend dem täglichen Vergleich wieder aufgelöst. Die am Ende des Geschäftsjahres bestehende zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung kann entnommen werden. Eine negative Performance muss nicht im nachfolgenden Abrechnungszeitraum aufgeholt werden.

Daneben kann die Verwaltungsgesellschaft bis zur Hälfte der Erträge aus dem Abschluss von Wertpapierdarlehensgeschäften für Rechnung des Fonds als pauschale Vergütung im Hinblick auf Kosten im Zusammenhang mit der Vorbereitung und Durchführung von solchen Wertpapierdarlehensgeschäften erhalten.

Art. 21. Rechnungsjahr

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. Dezember, erstmals am 31. Dezember 2005. Ein erster geprüfter Rechenschaftsbericht wird zum 31. Dezember 2005, ein erster ungeprüfter Halbjahresbericht wird zum 30. Juni 2005 erstellt.

Art. 22. Dauer des Fonds

Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Garantie:

Für den Fonds gibt die DWS INVESTMENT S.A. im voraus eine Garantie in Form einer jährlich erneuerten Kapitalgarantie in Höhe von 95 Prozent bezogen auf den Anteilwert am Ende eines jeden Geschäftsjahres.

Die DWS INVESTMENT S.A. garantiert zunächst, dass der Anteilwert des Fonds zuzüglich etwaiger Ausschüttungen (Garantiewert) am 31. Dezember 2005 nicht unter 95 Prozent bezogen auf den Erstanteilwert liegt. Sollte der Garantiewert nicht erreicht werden, wird die DWS INVESTMENT S.A. den Differenzbetrag am Laufzeitende aus eigenen Mitteln in das Fondsvermögen einzahlen.

Anleger sollten sich bewusst sein, dass die Wertsicherung sich nur auf den jeweils festgelegten Garantiezeitpunkt bezieht. Konzeptbedingt kann der Anteilwert sich deshalb bis zum festgelegten Garantiezeitpunkt unter dem jeweils festgelegten Garantiewert befinden.

Sofern steuerliche Änderungen innerhalb des Garantiezeitraums die Wertentwicklung des Fonds negativ beeinflussen, ermäßigt sich die Garantie um den Betrag, den diese Differenz einschließlich entgangener markt- und laufzeitgerechter Wiederanlage pro Anteil ausmacht.

Einzelheiten zu der Garantie können bei der Verwaltungsgesellschaft, bei der Depotbank sowie bei den Zahlstellen erfragt werden. Sie findet außerdem Erwähnung in den Jahres- und Halbjahresberichten der Gesellschaft.

Luxemburg, den 7. Februar 2005.

DWS INVESTMENT S.A.

Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.

Depotbank

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 10 février 2005, réf. LSO-BB02403. – Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(013890.3//540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2005.

DB FLEXIBLE STRATEGY, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Allgemeiner Teil

Mit Wirkung vom 11. Februar 2005 gelten für den Investmentfonds DB FLEXIBLE STRATEGY folgende Bestimmungen:

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilinhaber hinsichtlich des Fonds bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement.

Art. 1. Der Fonds

1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbstständiges Sondervermögen (fonds commun de placement), das aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen») besteht und für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen («Anteilinhaber») unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Die Anteilinhaber sind am Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt. Die im Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden grundsätzlich von der Depotbank verwahrt.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilinhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, dessen gültige Fassung sowie Änderungen desselben bei der Kanzlei des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt wurde und dessen Hinterlegungsvermerk im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, («Mémorial») veröffentlicht ist. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilinhaber das Verwaltungsreglement sowie alle genehmigten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

1. Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die DWS INVESTMENT S.A., eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg nach luxemburger Recht. Sie wurde am 15. April 1987 gegründet. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch ihren Verwaltungsrat vertreten. Der Verwaltungsrat kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellte der Verwaltungsgesellschaft mit der täglichen Geschäftsführung betrauen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich insbesondere auf Kauf, Verkauf, Zeichnung, Umtausch und Annahme von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit dem Fondsvermögen zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und Kontrolle und auf eigene Kosten einen Fondsmanager hinzuziehen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater sowie einen beratenden Anlageausschuss hinzuziehen.

Art. 3. Die Depotbank

1. Die Verwaltungsgesellschaft ernennt die Depotbank. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, diesem Verwaltungsreglement und dem Depotbankvertrag. Sie ist insbesondere mit der Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds beauftragt. Sie handelt im Interesse der Anteilinhaber.

2. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten und Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Wertpapiere und Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben.

3. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine solche Kündigung wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank ist an Weisungen der Verwaltungsgesellschaft gebunden, sofern solche Weisungen nicht dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement oder dem Verkaufsprospekt widersprechen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik

1. Risikostreuung

A. Anlagen

a) Der Fonds kann in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anlegen, die auf einem geregelten Markt notiert oder gehandelt werden.

b) Der Fonds kann in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anlegen, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden.

c) Der Fonds kann in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anlegen, die an einer Börse eines Staates, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist, zum Handel zugelassen sind oder dort auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt ist, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist und vorwiegend in Europa, Asien, Amerika oder Afrika liegt.

d) Der Fonds kann in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen anlegen, sofern

- die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt beantragt ist, der anerkannt ist, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, vorwiegend in Europa, Asien, Amerika oder Afrika liegt, und
- die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach Emission erlangt wird.

e) Der Fonds kann in Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne der EG-Richtlinie 85/611 EWG und/oder anderer Organismen für gemeinsame Anlagen im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der EG-Richtlinie 85/611 EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat anlegen, sofern

- diese anderen Organismen für gemeinsame Anlagen nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen dem Schutzniveau der Anteilseigner eines Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der EG-Richtlinie 85/611 EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder der andere Organismus für gemeinsame Anlagen, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Vertragsbedingungen bzw. seiner Satzung höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen anlegen darf.

f) Der Fonds kann in Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls sich der Sitz des Kreditinstituts in einem Staat befindet, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind, anlegen.

g) Der Fonds kann in abgeleitete Finanzinstrumente («Derivate») anlegen, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter a), b) und c) bezeichneten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate»), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Absatzes oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, die im Rahmen der Anlagepolitik liegen;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der Commission de Surveillance du Secteur Financier zugelassen wurden; und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des Fonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

h) Der Fonds kann in Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann, anlegen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, diese Instrumente werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Staat, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter vorstehenden Buchstaben a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Commission de Surveillance du Secteur Financier zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten vorstehenden Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, dessen Geschäftsbetrieb darauf gerichtet ist, wertpapiermäßig unterlegte Verbindlichkeiten im Markt zu platzieren, sofern der Rechtsträger über Kreditlinien zur Liquiditätssicherung verfügt.

i) Der Fonds kann abweichend vom Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% seines Vermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, dessen Gebietskörperschaften oder von einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, sofern das Fondsvermögen in Wertpapiere investiert, die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben wurden, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

j) Der Fonds darf nicht in Edelmetalle oder Zertifikate über diese anlegen.

B. Anlagegrenzen

a) Höchstens 10% des Netto-Fondsvermögens dürfen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden.

b) Höchstens 20% des Netto-Fondsvermögens dürfen in Einlagen ein und derselben Einrichtung angelegt werden.

c) Das Ausfallrisiko der Gegenpartei bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Absatz A. f) ist. Für andere Fälle beträgt die Grenze maximal 5% des Netto-Fondsvermögens.

d) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in denen der Fonds jeweils mehr als 5% seines Netto-Fondsvermögens anlegt, darf 40% des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der Einzelobergrenzen der Absätze B. a), b) und c) darf der Fonds bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% seines Netto-Fondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder

- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder

- von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten

anlegen.

e) Die in Absatz B. a) genannte Obergrenze von 10% erhöht sich auf 35% und die in Absatz B. d) genannte Grenze entfällt, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente

- von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften, oder

- von einem Staat, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, oder

- von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört,

- begeben oder garantiert werden.

f) Die in Absatz B. a) genannte Obergrenze erhöht sich von 10% auf 25% und die in Absatz B. d) genannte Grenze entfällt, wenn Schuldverschreibungen

- von einem Kreditinstitut mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union begeben werden, das aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt und

- die Erträge aus der Emission dieser Schuldverschreibungen gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und

- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig für die fällig werdende Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen bestimmt sind.

Wird der Fonds in mehr als 5% in diese Art von Schuldverschreibungen angelegt, die von einem und demselben Emittenten begeben werden, so darf der Gesamtwert dieser Anlagen 80% des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

g) Die in den Absätzen B. a), b), c), d), e) und f) genannten Grenzen dürfen nicht kumuliert werden; hieraus ergibt sich, dass Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen bei dieser Einrichtung oder in Derivaten derselben grundsätzlich 35% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Der Fonds kann bis zu 20% in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe anlegen.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der EG-Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in diesem Artikel vorgesehenen Anlagegrenzen als ein einziger Emittent anzusehen.

h) Der Fonds kann höchstens 10% seines Netto-Fondsvermögens in anderen als den in Absatz A. genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen.

i) Der Fonds kann höchstens 10% seines Netto-Fondsvermögens in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder Organismen für gemeinsame Anlage im Sinne von Abschnitt A. e) anlegen.

Bei Anlagen in Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen werden die Anlagewerte des betreffenden Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen in Bezug auf die in Absatz B. a), b), c), d), e) und f) genannten Obergrenzen nicht berücksichtigt.

j) Sofern die Zulassung an einem der unter Absatz A. a), b) oder c) genannten Märkte nicht binnen Jahresfrist erfolgt, sind Neuemissionen als nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anzusehen und in die dort erwähnte Anlagegrenze einzubeziehen.

k) Der Fonds kann höchstens

- 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten,
- 10% der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,
- 25% der Anteile ein und desselben Fonds,
- 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten, erwerben.

Die unter dem zweiten, dritten und vierten Gedankenstrich vorgesehenen Anlagegrenzen brauchen beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen oder der Geldmarktinstrumente oder der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen lässt.

l) Die in Buchstabe k) genannten Anlagegrenzen werden nicht angewandt auf:

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden;
- von einem Staat außerhalb der Europäischen Union begebene oder garantierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente;
- auf Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören;
- Aktien, die der Fonds in Wertpapieren an dem Kapital einer Gesellschaft eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, hält, die ihr Vermögen im Wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den Fonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, in ihrer Anlagepolitik die in Absatz B. a), b), c), d), e), f) und g), l) sowie k) festgelegten Grenzen beachtet. Bei Überschreitung dieser Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlage sinngemäß Anwendung;
- Aktien, die von einer Investmentgesellschaft oder von mehreren Investmentgesellschaften am Kapital von Tochtergesellschaften gehalten werden, die in deren Niederlassungsstaat lediglich und ausschließlich für diese Investmentgesellschaft oder Investmentgesellschaften bestimmte Verwaltungs-, Beratungs- oder Vertriebstätigkeiten im Hinblick auf die Rücknahme von Anteilen auf Wunsch der Anteilhaber ausüben.

m) Unbeschadet der in Absatz B. k) und l) festgelegten Anlagegrenzen betragen die in Absatz B. a), b), c), d), e) und f) genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten höchstens 20%, wenn es Ziel der Anlagepolitik ist, einen bestimmten Index nachzubilden. Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist,
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht,
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die hier festgelegte Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Obergrenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich.

n) Das mit den Derivaten verbundene Gesamtrisiko darf den Gesamt-Nettowert des Fonds nicht übersteigen. Bei der Berechnung des Risikos werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko der Gegenpartei, künftige Marktluktuationen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt.

Der Fonds kann als Teil der Anlagestrategie innerhalb der Grenzen des Absatzes B. g) in Derivate anlegen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen des Absatzes B. a), b), c), d), e) und f) nicht überschreitet.

Legt der Fonds in indexbasierte Derivate an, werden diese Anlagen nicht bei den Anlagegrenzen gemäß Absatz B. a), b), c), d), e) und f) berücksichtigt.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Anlagegrenzen mitberücksichtigt werden.

o) Der Fonds kann daneben bis zu 49% in flüssige Mittel anlegen. In besonderen Ausnahmefällen ist es gestattet, vorübergehend auch über 49% flüssige Mittel zu halten, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilhaber gerechtfertigt scheint.

C. Ausnahme zu Anlagegrenzen

a) Der Fonds muss die Anlagegrenzen bei der Ausübung von Bezugsrechten, die an Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente geknüpft sind, die im Fondsvermögen enthalten sind, nicht einhalten.

b) Der Fonds kann von den festgelegten Anlagegrenzen unter Beachtung der Grundsätze der Risikostreuung innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten seit Zulassung abweichen.

D. Kredite

Kredite dürfen weder durch die Verwaltungsgesellschaft oder den Verwahrer für Rechnung des Fonds aufgenommen werden. Der Fonds darf jedoch Fremdwährungen durch ein «Back-to-back»-Darlehen erwerben.

Abweichend vom vorstehenden Absatz kann der Fonds Kredite von bis zu 10% des Fondsvermögens aufnehmen, sofern es sich um kurzfristige Kredite handelt.

Weder die Verwaltungsgesellschaft noch der Verwahrer dürfen für Rechnung des Fonds Kredite gewähren oder für Dritte als Bürgen eintreten.

Dies steht dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen noch nicht voll eingezahlten Finanzinstrumenten nicht entgegen.

E. Leerverkäufe

Leerverkäufe von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen in Absatz A. e), g) und h) genannten Finanzinstrumenten dürfen weder von Verwaltungsgesellschaften noch von Verwahrstellen, die für Rechnung von Investmentfonds handeln, getätigt werden

F. Belastung

Das Fondsvermögen darf nur insoweit zur Sicherung verpfändet, übereignet bzw. abgetreten oder sonst belastet werden, als dies an einer Börse, an einem geregelten Markt oder aufgrund vertraglicher oder sonstiger Bedingungen oder Auflagen gefordert wird.

G. Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte

a) Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können bis zu 50% der im Fonds befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage ausgeliehen werden. Voraussetzung ist, dass dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch eine auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzeinrichtung erster Ordnung organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertpapierbestands erfassen oder länger als 30 Tage dauern, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen.

Der Fonds muss im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Sicherheit erhalten, deren Gegenwert zurzeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationalen Organisationen begeben oder garantiert und zu Gunsten des Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrags gesperrt werden.

b) Der Fonds kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen. Dabei muss der Vertragspartner eines solchen Geschäfts eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Während der Laufzeit eines Wertpapierpensionsgeschäfts kann der Fonds die gegenständlichen Wertpapiere nicht veräußern. Der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das dem Fonds ermöglicht, jederzeit seinen Rücknahmeverpflichtungen nachzukommen.

Art. 5. Anteilwertberechnung

1. Der Wert eines Anteils lautet auf die für den Fonds festgelegte Währung («Fondswährung»). Er wird für den Fonds an jedem Bankarbeitstag in Frankfurt am Main («Bewertungstag») berechnet, sofern im Besonderen Teil keine andere Bestimmung getroffen wurde.

Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile des Fonds. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;

b) Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen organisierten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zurzeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für einen marktgerechten Kurs hält;

c) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a) und b) genannten Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

d) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

e) Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

f) Alle nicht auf die Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet.

g) Die Preisfestlegung der Derivate die der Fonds einsetzt wird in üblicher vom Wirtschaftsprüfer nachvollziehbaren Weise erfolgen und unterliegt einer systematischen Überprüfung. Die für die Preisfestlegung der Derivate bestimmten Kriterien bleiben dabei jeweils über die Laufzeit der einzelnen Derivate beständig.

h) Credit Default Swaps werden unter Bezug auf standardisierte Marktkonventionen mit dem aktuellen Wert ihrer zukünftigen Kapitalflüsse bewertet, wobei die Kapitalflüsse um das Ausfallrisiko bereinigt werden. Zinsswaps erhalten eine Bewertung nach ihrem Marktwert, der unter Bezug auf die jeweilige Zinskurve festgelegt wird. Sonstige Swaps werden mit dem angemessenen Marktwert bewertet, der in gutem Glauben gemäß den von der Verwaltungsgesellschaft aufgestellten und von dem Wirtschaftsprüfer des Fonds anerkannten Verfahren festgelegt wird.

i) Die in dem Fonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und verfügbaren Rücknahmepreis bewertet.

2. Für den Fonds wird ein Ertragsausgleichskonto geführt.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zünftigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstags bestimmen, an dem sie für den Fonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsanträge für den Fonds.

Art. 6. Einstellung der Berechnung des Anteilwerts. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwerts zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

- während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, wo ein wesentlicher Teil der Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente des Fonds gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden geregelten Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

- in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwerts ordnungsgemäß durchzuführen.

Anleger, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Den Anlegern wird nach der Wiederaufnahme der dann gültige Rücknahmepreis gezahlt.

Die Einstellung der Berechnung des Anteilwerts wird in einer Luxemburger Tageszeitung veröffentlicht.

Art. 7. Ausgabe und Rücknahme von Fondsanteilen

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte. Die Fondsanteile werden in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht, es sei denn, es ist im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements etwas anderes geregelt.

2. Ausgabe und Rücknahme der Anteile erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie bei jeder Zahlstelle.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds erforderlich erscheint.

Art. 8. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz des Fonds oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

In diesem Fall wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

2. Die Einstellung der Ausgabe von Anteilen wird in einer Luxemburger Tageszeitung veröffentlicht, und gegebenenfalls in den Vertriebsländern.

Art. 9. Beschränkungen der Rücknahme von Anteilen

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme von Anteilen einzustellen, wenn außergewöhnliche Umstände dies erfordern und die Einstellung im Interesse der Anteilinhaber gerechtfertigt ist.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

3. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

4. Die Einstellung der Rücknahme von Anteilen wird in einer luxemburger Tageszeitung veröffentlicht, und ggf. in den Vertriebsländern.

Art. 10. Abschlussprüfung. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Verwendung der Erträge

1. Der Verwaltungsrat bestimmt jährlich, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung erfolgt. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kapitalgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Werterhöhungen sowie Kapitalgewinne aus den Vorjahren und sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen nicht unter die Mindestsumme gemäß Artikel 23 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sinkt. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können in bar ausgezahlt oder gut geschrieben werden. Erträge, die innerhalb der in Artikel 16 festgelegten Fristen nicht abgefordert wurden, verfallen zugunsten des entsprechenden Fonds.

2. Der Verwaltungsrat kann Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen für den Fonds beschließen.

Art. 12. Änderungen des Verwaltungsreglements

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden hinterlegt und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, unverzüglich nach Hinterlegung in Kraft.

Art. 13. Veröffentlichungen

1. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden. Darüber hinaus werden die Ausgabe- und Rücknahmepreise in jedem Vertriebsland in geeigneten Medien (z.B. Internet, elektronische Informationssysteme, Zeitungen, etc.) veröffentlicht.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

3. Verkaufsprospekt, vereinfachter Verkaufsprospekt und Verwaltungsreglement sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle kostenlos erhältlich.

Art. 14. Auflösung des Fonds

1. Die Dauer des Fonds ist im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements festgelegt.

2. Unbeschadet der Regelung in 1, kann der Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, sofern im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements nichts anderes bestimmt ist. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Auflösung des Fonds beschließen, sofern diese unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber, zum Schutz der Interessen der Verwaltungsgesellschaft oder im Interesse der Anlagepolitik notwendig oder angebracht erscheint.

3. Eine Auflösung des Fonds erfolgt in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen zwingend.

4. Die Auflösung des Fonds wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens zwei hinreichend verbreiteten Tageszeitungen, einschließlich mindestens einer luxemburger Tageszeitung, und den Regelungen des Vertriebslandes veröffentlicht.

5. Bei Auflösung des Fonds wird die Ausgabe von Anteilen eingestellt. Die Rücknahme von Anteilen ist bis kurz vor dem Liquidationstag möglich, wobei gewährleistet wird, dass etwaige Auflösungskosten berücksichtigt werden und somit von allen Anteilinhabern getragen werden, die sich zum Zeitpunkt der Wirkung des Auflösungsbeschlusses im Fonds befunden haben.

6. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggf. der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilinhabern des Fonds nach deren Anspruch verteilen. Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

7. Die Anteilinhaber, deren Erben bzw. Rechtsnachfolger können weder die Auflösung noch die Teilung des Fonds beantragen.

Art. 15. Fusion

1. Der Fonds kann durch Beschluss des Verwaltungsrats in einen anderen Fonds eingebracht werden (Fusion).

2. Dieser Beschluss wird in einer luxemburger Tageszeitung und entsprechend den Vorschriften des Vertriebslandes veröffentlicht.

3. Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds. Abweichend zu der Fondsauflösung (Artikel 14) erhalten die Anleger des einbringenden Fonds Anteile des aufnehmenden Fonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und ggf. einen Spitzenausgleich.

4. Die Anteilinhaber des Fonds haben vor der tatsächlichen Fusion die Möglichkeit, aus dem betreffenden Fonds innerhalb des Monats nach Veröffentlichung des Fusionsbeschlusses durch die Verwaltungsgesellschaft durch die Rückgabe ihrer Anteile zum Rücknahmepreis auszuscheiden.

5. Die Durchführung der Fusion wird von Wirtschaftsprüfern des Fonds kontrolliert.

Art. 16. Verjährung und Vorlegungsfrist

1. Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 14 Absatz 6 enthaltene Regelung.

2. Die Vorlegungsfrist für Ertragscheine beträgt fünf Jahre.

Art. 17. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Das Verwaltungsreglement des Fonds unterliegt luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern und der Verwaltungsgesellschaft. Das Verwaltungsreglement ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Besonderer Teil

Für den Fonds mit dem Namen DB FLEXIBLE STRATEGY gelten in Ergänzung zu den im Verkaufsprospekt Allgemeiner Teil enthaltenen Regelungen die nachfolgenden Bestimmungen.

Art. 18. Anlagepolitik. Ziel der Anlagepolitik ist es, für den Fonds bei steigenden und fallenden Märkten und unter Berücksichtigung der Chancen und Risiken der nationalen und internationalen Aktien- und Anleihemärkte auf Basis eines Portfolios aus fest- bzw. variabel verzinslichen Wertpapieren durch den gezielten Einsatz von Techniken und Instrumenten langfristig ein positives Anlageergebnis zu erzielen.

Der Fonds wird hierzu überwiegend in Aktien, fest- bzw. variabel verzinslichen Wertpapieren, Wandelanleihen und Genussscheinen investieren. Für das Fondsvermögen kann des Weiteren auf derivative Instrumente gemäß Artikel 41 Absatz 1 g) des luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 zurückgegriffen werden, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens erfolgt. Es kann jedoch keine Gewähr dafür geboten werden, dass das Anlageziel erreicht wird. Dabei kann der Fonds nach sorgfältiger Einschätzung mittels der vorgenannten derivativen Instrumente sowohl auf steigende als auch auf fallende Märkte setzen. Die derivativen Finanzinstrumente können unter anderem Optionen, Terminkontrakte auf Finanzinstrumente und Optionen auf derartige Kontrakte sowie durch private Übereinkunft vereinbarte Swap-Kontrakte auf jegliche Art von Finanzinstrumenten, einschließlich Credit Default Swaps, beinhalten. Für den Fonds werden diese OTC-Geschäfte nur mit einem erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstitut geschlossen.

Eingesetzte Einschüsse für derivative Finanzinstrumente, die auf einem organisierten Markt gehandelt werden, sowie die Verpflichtungen aus in privater Übereinkunft vertraglich vereinbarten derivativen Finanzinstrumenten dürfen maximal 35% des Netto-Fondsvermögens betragen. Die Reserve des Fonds an liquiden Mitteln muss mindestens der Summe der von dem Fonds eingesetzten Einschüsse entsprechen. Zu den liquiden Mitteln zählen nicht nur Zeiteinlagen und ordentlich gehandelte Geldmarktinstrumente, deren Restlaufzeit unter 12 Monaten liegt, sondern auch Schatzwechsel und Anleihen von OECD-Mitgliedsstaaten oder deren lokalen Behörden oder von supranationalen Institutionen und Organisationen mit europäischem, regionalem oder weltweitem Wirkungsbereich sowie Anleihen, die an einer Börse notiert sind oder auf einem regulierten, ordentlich operierenden und der Öffentlichkeit zugänglichen Markt gehandelt werden, von erstklassigen Emittenten aufgelegt und hochgradig liquide sind. Die für den Erwerb von Optionen gezahlten und in Bezug auf Credit Default Swaps ausstehenden Prämien sind in der oben festgelegten 35%-Grenze enthalten.

Ferner können Zertifikate auf Anlagen, denen Aktien, Renten, Rohstoffe oder anerkannte Finanzindizes (insbesondere auch Hedgefonds-, Rohstoff- und Warenterminindizes) zugrundeliegen, erworben werden.

Der Fonds wird hinsichtlich der vorgenannten Zertifikate ausschließlich in börsennotierte Zertifikate anlegen, welche von erstklassigen, auf diese Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute ausgegeben werden, wobei eine ausreichende Liquidität bestehen muss. Hinsichtlich der Preisfestlegung dieser Instrumente muss der Fonds eine regelmäßige und nachvollziehbare Bewertung erhalten. Diese Bewertung basiert grundsätzlich auf dem letzten verfügbaren Börsenkurs. Falls dieser Kurs den tatsächlichen Marktwert nicht angemessen widerspiegelt, basiert die Bewertung auf den Preisen, die dem Fonds von unabhängigen Bewertungsstellen bzw. von Market Makern zur Verfügung gestellt werden. Die Kontrahenten des Fonds müssen ferner für eine ausreichende Liquidität der betreffenden Instrumente sorgen. Bei den betreffenden Indizes muss es sich um anerkannte und ausreichend diversifizierte Indizes handeln. Zusätzlich zu den Risikostreuerungsregelungen im Allgemeinen Teil des Verwaltungsreglements wird der Fonds für eine angemessene Risikostreuerungs sowohl hinsichtlich der Emittenten der betreffenden Instrumente als auch hinsichtlich der unterliegenden Finanzindizes sorgen. Bei Zertifikaten auf sonstige Finanzindizes, wie Hedgefonds-, Rohstoff- oder Warenterminindizes, stellt der Fonds sicher, dass kein direkter Zugang zum Underlying möglich ist. Ein erhöhtes Spekulationspotential ist in den genannten Zertifikaten wegen der fehlenden Hebelwirkung nicht gegeben.

Das Fondsvermögen kann darüber hinaus in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

Art. 19. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis

1. Die Fondswährung ist der Euro.

2. Ausgabepreis ist der Anteilwert zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5% zu Gunsten der Verwaltungsgesellschaft. Er ist zahlbar unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen reduzieren, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert abzüglich einer Rücknahmegebühr von bis zu 2,5% des Anteilwerts zu Gunsten der Verwaltungsgesellschaft. Der Rücknahmepreis kann sich außerdem um Gebühren oder andere Belastungen reduzieren, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

Art. 20. Kosten. Der Fonds zahlt der Verwaltungsgesellschaft eine Kostenpauschale von 0,6% p.a. auf das Netto-Fondsvermögen auf Basis des am Bewertungstag ermittelten Netto-Inventarwerts. Aus dieser Kostenpauschale werden insbesondere die Verwaltungsgesellschaft, das Fondsmanagement, der Vertrieb und die Depotbank bezahlt. Die Kostenpauschale wird dem Fonds in der Regel am Monatsende entnommen. Neben der Kostenpauschale können die folgenden Aufwendungen dem Fonds belastet werden:

- sämtliche Steuern, welche auf die Vermögenswerte des Fonds und den Fonds selbst erhoben werden (insbesondere die *taxe d'abonnement*), sowie im Zusammenhang mit den Kosten der Verwaltung und Verwahrung evtl. entstehende Steuern;
- im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehende Kosten;
- außerordentliche Kosten (z.B. Prozesskosten), die zur Wahrnehmung der Interessen der Anteilhaber des Fonds anfallen; die Entscheidung zur Kostenübernahme trifft im Einzelnen der Verwaltungsrat und ist im Jahresbericht gesondert auszuweisen.

Daneben kann die Verwaltungsgesellschaft bis zur Hälfte der Erträge aus dem Abschluss von Wertpapierdarlehensgeschäften für Rechnung des Fonds als pauschale Vergütung im Hinblick auf Kosten im Zusammenhang mit der Vorbereitung und Durchführung von solchen Wertpapierdarlehensgeschäften erhalten.

Art. 21. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. Dezember, erstmals am 31. Dezember 2005. Ein erster geprüfter Rechenschaftsbericht wird zum 31. Dezember 2005 erstellt; der erste Halbjahresbericht zum 30. Juni 2005.

Art. 22. Dauer des Fonds. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Luxemburg, den 11. Februar 2005.

DWS INVESTMENT S.A.

Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.

Depotbank

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2005, réf. LSO-BB02844. – Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(014503.3//521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2005.

CORDIAL ARROW FUND, Fonds Commun de Placement.

Une modification au règlement de gestion concernant le Fonds CORDIAL ARROW FUND a été enregistrée à Luxembourg, le 28 janvier 2005, réf. LSO-BA07752, déposée le 31 janvier 2005, réf. L050010295.3.

Le 31 janvier 2005.

TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND

MANAGEMENT COMPANY S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 3 février 2005, réf. LSO-BB01036. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012816.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

ELETTRA HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: 12.500,- EUR.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 101.908.

Le soussigné gérant unique de la société ELETTRA HOLDINGS, S.à r.l., une société constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, accepte par la présente l'adoption de la résolution suivante:

Enregistrement du transfert de parts sociales suivantes:

125 parts sociales de LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. à ELETTRA HOLDINGS LP.

Luxembourg, le 27 octobre 2004.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Gérant

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2004, réf. LSO-AW02945. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(099039.1/710/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2004.

APPLUS AUTOMOTIVE TECHNOLOGY LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6914 Roodt-sur-Syre, 8, rue du Moulin.
R. C. Luxembourg B 42.213.

L'an deux mille quatre, le quatre octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée APPLUS AUTOMOTIVE TECHNOLOGY LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social à L-6914 Roodt-sur-Syre, 8, rue du Moulin, inscrite le 23 décembre 1992, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 42.213, constituée suivant acte reçu le 10 décembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny, Belgique.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les quatre mille (4.000) parts sociales représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

- 1.- Insertion d'un article 11bis dans les statuts portant création d'un conseil consultatif;
- 2.- Nomination des membres du conseil consultatif;
- 3.- Rappel donné aux gérants quant à l'obligation de respecter les règles relatives à la délégation de signature arrêtées lors de la précédente assemblée du 26 avril 2004.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

Les associés décident d'insérer un article 11bis dans les statuts qui a la teneur suivante:

«Art. 11bis.

Composition

1. La Société est pourvue d'un conseil consultatif (le «Conseil Consultatif») composé au minimum de cinq membres, personnes physiques ou morales, qui ne sont pas obligatoirement associés de la Société.

2. Les gérants de la Société sont membres, de plein droit et sans autre formalité, du Conseil Consultatif. La cessation des fonctions de gérant, pour quelque motif que ce soit (démission, révocation ou autre), entraîne, de plein droit et sans autre formalité, la cessation des fonctions de membre du Conseil Consultatif.

3. Les membres du Conseil Consultatif, autres que les gérants de la Société, sont nommés à la majorité des voix par l'assemblée générale ordinaire des associés. La durée de leur fonction est illimitée.

4. Les membres du Conseil Consultatif, autres que les gérants de la Société, peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, sur décision des associés réunis en assemblée générale, une telle décision devant être prise à la majorité des voix.

5. Dans le cas où le nombre des membres du Conseil Consultatif devient inférieur à cinq, à cause d'un décès, d'une démission ou pour toute autre raison, les membres restants doivent en informer l'assemblée générale ordinaire des associés et coopter provisoirement un ou plusieurs nouveaux membres jusqu'à la prochaine assemblée générale. L'assemblée des associés entérinera ou, le cas échéant, procédera à l'élection définitive du ou des nouveaux membres.

Délibérations du Conseil Consultatif

6. Les membres du Conseil Consultatif élisent parmi leurs membres un président. En cas d'absence du président, le Conseil Consultatif désigne un de ses membres comme président de séance.

7. Le Conseil Consultatif se réunit sur convocation, soit de son président, soit de deux de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois tous les quatre mois (au cours des mois de février, juin et octobre) soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

8. Les membres du Conseil Consultatif sont convoqués par tous moyens au moins sept jours avant la tenue de la réunion. L'ordre du jour ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion sont mentionnés dans l'avis de convocation.

9. Le ou les gérants sont tenus d'assister personnellement aux séances du Conseil Consultatif, sauf dans l'hypothèse d'un empêchement légitime dûment justifié auquel cas le ou les gérants peuvent se faire représenter par un autre membre.

10. Les membres du Conseil Consultatif à l'exception des gérants ne justifiant pas d'un empêchement légitime, peuvent donner par écrit, mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre peut représenter jusqu'à deux membres à condition de justifier à chaque fois d'un pouvoir écrit.

Il est tenu un registre de présence assistant signé par les membres du Conseil Consultatif à la séance.

Les délibérations du Conseil Consultatif sont constatées dans des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président de séance et les membres présents. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiées par le président du Conseil Consultatif.

11. La présence de trois membres au moins du Conseil Consultatif est nécessaire pour la validité des délibérations.

12. Les décisions du Conseil Consultatif sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Pouvoirs du Conseil Consultatif

13. Le Conseil Consultatif exerce un rôle de consultation et de recommandation en matière de gestion de la Société. Au plus tard le 6 de chaque mois, le ou les gérants doivent remettre au Conseil Consultatif en la personne de son président un rapport détaillé sur l'activité de la Société au cours du mois précédent. Le ou les gérants lui fourniront également les informations relatives à la gestion, à la rentabilité de la Société et aux opérations importantes effectuées ou à effectuer par la Société.

14. Tout membre du Conseil Consultatif peut prendre connaissance des livres, des états financiers et de tous documents quelconques concernant la Société.

15. Le Conseil Consultatif fixera les principales lignes de conduite de la Société par rapport à la politique d'investissement, la politique commerciale, la gestion des ressources humaines et la détermination des objectifs économiques et stratégiques de la Société dans les limites de l'objet social. Le Conseil Consultatif doit être obligatoirement et préalablement consulté par les gérants de la Société pour toute décision qui peut contredire les lignes de conduite préfixées.

16. Les gérants sont révocables à tout moment par l'assemblée générale.

17. Le Conseil Consultatif a le droit de demander, par courrier recommandé avec accusé de réception, aux gérants de convoquer une assemblée générale des associés de la Société. Le ou les gérants sont alors tenus de convoquer une telle assemblée dans les huit jours qui suivent la réception de la demande par le ou les gérants. L'assemblée devra se tenir dans les vingt et un jours qui suivent la réception de la demande par le ou les gérants. Tout manquement à l'obligation de convoquer une assemblée dans les délais requis est constitutif d'une contravention grave aux statuts de la Société et d'une faute grave dans l'exécution du mandat de gérant.

Rémunérations du Conseil Consultatif

18. La charge de membre du Conseil Consultatif n'est pas rémunérée.»

Deuxième résolution

Les associés décident de nommer membres du Conseil Consultatif pour une durée indéterminée, les personnes suivantes:

- M. Carles Grasas Alsina,
- M. Rafael Màs Solanes,
- M. José M& Nacenta Senz,
- M. Dieter Saffran (comme gérant),
- M. Marco Tondt (comme gérant).

Troisième résolution

Les associés rappellent que les gérants sont obligés de respecter les règles relatives à la délégation de signature arrêtées lors de la précédente assemblée du 26 avril 2004.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. Uhl, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2004, vol. 145S, fol. 47, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2004.

J. Elvinger.

(014390.2/211/109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2005.

OPTIQUE MARC WIRTZ, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9205 Diekirch, 2, rue St. Antoine.

R. C. Luxembourg B 99.342.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 29 novembre 2004, réf. DSO-AW00211, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 7 décembre 2004.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

(903890.3/832/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

LES MARGUILLERS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5310 Contern, 15, rue de Moutfort.
R. C. Luxembourg B 104.474.

—
STATUTS

L'an deux mille quatre, le vingt-quatre novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg- Eich.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Serge Joseph Franzen, chef cuisinier, né à Luxembourg le 19 juin 1963, demeurant à L-5310 Contern, 15, rue de Moutfort,
- 2.- Monsieur Albert Marie dit Marial Loutsch, gérant de sociétés, né à Echternach le 12 juin 1954, demeurant à L-5310 Contern, 15, rue de Moutfort.

Lesquels comparants, présents comme il est dit ci-avant, ont requis le notaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de LES MARGUILLERS.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Contern.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'achat la vente la location et la mise en valeur d'immeubles pour son propre compte, elle pourra se porter fort, caution ou hypothéquer ses biens en faveur de tiers.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis à donner dans les six (6) premiers mois de l'exercice avec effet au 31 décembre par lettre recommandée à la poste à ses co-associés.

Le ou les associés auront le droit de préférence jusqu'à la fin de l'exercice sur le rachat des parts de l'associé sortant.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq cent trente-deux mille cinq cent euros (532.500,- EUR) divisé en deux cent treize (213) parts sociales avec une valeur nominale de deux mille cinq cents euros (2.500,- EUR) chacune, réparties comme suit:

1.- Monsieur Franzen, prénommé, une part sociale	1
2.- Monsieur Loutsch, prénommé, deux cent douze parts sociales	212
Total des parts: deux cent treize parts sociales	<u>213</u>

Art. 7. Les parts sont librement cessibles entre associés, elles ne peuvent être cédées entre vifs ni transmises pour cause de mort à des non associés que moyennant l'agrément unanime des autres associés. En cas de refus d'agrément, les parts sociales seront reprises à leur valeur résultant du dernier bilan approuvé.

Art. 8. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'assemblée générale des associés qui désignent leurs pouvoirs.

Art. 9. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 10. Chaque année au 31 décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales.
- le solde restant à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 11. Le décès ou l'incapacité de l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés. En cas de refus d'agrément les associés restants s'obligent à reprendre les parts à céder ou héritées.

Art. 12. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire.

Par dérogation la première année sociale commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2005.

Libération du Capital

Le capital social de la société de cinq cent trente-deux mille cinq cents euros (532.500,- EUR) a été libéré comme suit:

- | | |
|---|-------------|
| 1.- Monsieur Franzen, préqualifié, a fait un apport en espèces de deux mille cinq cents euros | 2.500,- € |
| 2.- Monsieur Loutsch, préqualifié, a fait un apport de cinq cent trente mille euros | 530.000,- € |

de ses droits et parts dans un immeuble en copropriété sis à L-5310 Contern, 15, rue de Moutfort inscrit au cadastre comme suit:

Commune de Contern, section C de Contern

- numéro 23/3665, lieu dit «route de Moutfort» place occupée, bâtiment à habitation, contenant 17 ares 15 centiares.

a) En propriété privative et exclusive:

- le lot numéro 002-AB-81, une cave, faisant	17,84/1000
- le lot numéro 003-AC-00, un local commerce, faisant	283,24/1000
- le lot numéro 004-AC-00, bureaux, faisant	19,47/1000
- le lot numéro 005-AD-00, un duplex, faisant	31,84/1000
- le lot numéro 006-AG-00, une terrasse, faisant	1,00/1000
- le lot numéro 007-AC-00, un jardin, faisant	1,00/1000
- le lot numéro 009-AC-01, un appartement, faisant	80,62/1000
- le lot numéro 010-AE-01, un duplex, faisant	37,12/1000
- le lot numéro 012-AC-02, un appartement, faisant	89,39/1000

b) En copropriété et indivision forcée

561,52/1000
cinq cent soixante-et-un virgule cinquante-deux millièmes indivis dans les parties communes de l'immeuble y compris le sol ou terrain.

Ainsi que les éléments immobiliers prédécrits sont plus amplement spécifiés à l'acte de convention de copropriété (acte de base) reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 27 juillet 1995, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 8 août 1995, volume 1429, numéro 69.

Total du capital souscrit et libéré ainsi qu'il a été justifié: cinq cent trente-deux mille cinq cents euros 532.500,- €

Article 25 de la loi du 16 mai 1975

Ensuite Monsieur Marial Loutsch, en sa qualité de syndic du prédit immeuble en copropriété atteste qu'il est libre de toutes obligations à l'égard du syndic.

Déclaration en matière de blanchiment d'argent:

Les parties, en application de la loi du 12 novembre 2004, déclarent être les bénéficiaires réels de la présente transaction. L'acquéreur déclare en outre que les biens présentement apportés ne proviennent ni du trafic de stupéfiants, ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du Code Pénal luxembourgeois.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à approximativement 7.300,- EUR.

Assemblée générale

Et ensuite les associés présents, représentant l'intégralité du capital social se considérant toutes comme valablement convoqués se sont réunis en assemblée générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- Le nombre des gérants est fixé à un:
- Est nommé gérant pour une durée indéterminée Monsieur Marial Loutsch, préqualifié,
La société sera valablement engagée par la signature individuelle du gérant.
- Le siège social est établi à L-5310 Contern, 15, rue de Moutfort.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Franzen, M. Loutsch, P. Decker.

Titre de propriété

Monsieur Marial Loutsch est propriétaire des éléments immobiliers pour les avoir acquis aux termes d'un acte de vente, reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven en date du 22 mai 2000, transcrit au premier bureau des Hypothèques de et à Luxembourg le 5 juillet 2000, volume 1642, numéro 109.

Signé: P. Decker

Certificat d'état civil

Le notaire certifie l'état civil des parties conformément aux dispositions de la loi du 26 juin 1953, comme suit:

- pour Monsieur Serge Joseph Franzen d'après sa carte d'identité luxembourgeoise numéro 7290 4096 1497 émise par la commune de Hesperange, valable jusqu'au 2 octobre 2010, et
- pour Monsieur Albert Marie dit Marial Loutsch d'après sa carte d'identité luxembourgeoise numéro 7280 4038 1744 émise par la commune de Contern, valable jusqu'au 9 juillet 2011.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2004, vol. 918A, fol. 82, case 1. – Reçu 5.325 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 6 décembre 2004.

P. Decker.

(099194.3/206/117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2004.

**FSB-SYSTEMS S.A., Société Anonyme.
(anc. ASPEN & HOSTA S.A.)**

Siège social: L-8311 Capellen, 111B, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 81.095.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2004, réf. LSO-AX00257, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2004.

Signature.

(098639.3/1286/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2004.

ST. JAMES'S PLACE EUROPEAN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,-.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 77.427.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2004, réf. LSO-AX01590, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BENELUX TRUST (LUXEMBOURG), S.à r.l.

Signature

(098751.3/724/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2004.

ST. JAMES'S PLACE EUROPEAN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,-.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 77.427.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2004, réf. LSO-AX01588, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BENELUX TRUST (LUXEMBOURG), S.à r.l.

Signature

(098753.3/724/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2004.

SANTEMEDIA MANAGEMENT S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Registered office: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activités Syrdall.
R. C. Luxembourg B 88.083.

In the year two thousand and four, on the twenty-seventh May.
Before Us maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of SANTEMEDIA MANAGEMENT SCA, a société en commandite par actions, having its registered office at 5, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, registered to the Trade and Companies Register of Luxembourg, under the number B 88.083, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on the 25 June 2002, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C of 13 September 2002, number 1333.

The meeting was opened at 10.00 am with Mister Patrick Van Hees, jurist, residing in Messancy (Belgium) in the chair, who appointed as secretary Mister Hubert Janssen, jurist residing in Torgny (Belgium).

The meeting elected as scrutineer Mrs. Flora Chateau, private employee, residing in Thionville (France).

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of article 4 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

«**Art. 4. Purpose.** The only purpose of the Company is to invest in the company SANTEMEDIA GROUP HOLDING, S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office in Luxembourg, registered with the Trade Register of Luxembourg under the number B 87.079, incorporated pursuant to a deed of the notary Joseph Elvinger, on the 11 April 2002, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C of 10 July 2002, number 1055»;

2. Creation of two categories of Ordinary Shares without nominal value, a A category and a B category;

3. Conversion of five (5) Ordinary Shares into Ordinary Shares of category B and fifteen thousand one hundred and forty-eight (15,148) Ordinary Shares into Ordinary Shares of category A;

4. Increase of the share capital of the Company from its present amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) up to one million three hundred and eighty-six thousand and five hundred and ninety-eight euro (EUR 1,386,598.-) by issue of six hundred and sixty-two thousand and six hundred and twenty-five (662,625) Ordinary Shares of category A;
5. Subsequent amendment of article 6 of the articles of incorporation of the Company;
6. Amendment of article 7 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

«**Art. 7. Form of the shares.** All Shares of the Company shall be issued in registered form.

A register of registered Shares shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company; such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the Register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares.

Any Share certificates or bearer Shares shall be signed by the Manager. Such signature shall be either manual, or printed, or in facsimile.

Transfers of registered Ordinary Shares shall be effected (i) if Ordinary Share certificates have been issued, upon delivering the certificate representing such Ordinary Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (ii), if no Ordinary Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Ordinary Shares shall be entered into the Register of Shareholders, such inscription being signed by the Manager or by one or more other persons duly authorised thereto by the Manager.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register of Shareholders. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company.

Ordinary Shares of category A may be transferred only with the prior consent of shareholders holding Ordinary Shares of category B.

The Management shares held by the Manager are not transferable except to a successor manager to be appointed.

The Company recognises only one single owner per Share. If the ownership of such Share is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share»

7. Amendment of article 8 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

«**Art. 8. Manager.** The Company shall be managed by a single manager which shall be SANTEMEDIA MANAGEMENT, S.à r.l., a société à responsabilité limitée organised under the law of Luxembourg (hereinafter referred to as the «Manager»). In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the Conseil de Surveillance, as provided for in Article 11, appoints an administrator, who need not be a Shareholder, to effect urgent administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the articles of incorporation, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated. Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the Manager.»

8. Amendment of article 17 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

«**Art. 17. Amendments to the articles of incorporation.** Subject to the approval of the Manager, these articles of incorporation may only be amended by a general meeting of shareholders voting at the three quarters majority of the shareholders. Moreover, this majority shall be reached separately in each categories of Ordinary Shares A and B, which vote is for this purpose counted separately.»

9. Appointment of new members of the conseil de surveillance to replace the existing members.

II. - That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. - That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to amend the article 4 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

«**Art. 4. Purpose.** The only purpose of the Company is to invest in the company SANTEMEDIA GROUP HOLDING, S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office in Luxembourg, registered with the Trade Register of Luxembourg under the number B 87.079, incorporated pursuant to a deed of the notary Joseph Elvinger, on the 11 April 2002, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C of 10 July 2002, number 1055.»

Second resolution

The general meeting decides to create two categories of Ordinary Shares, without nominal value, a A category and a B category.

Third resolution

The general meeting decides to convert five (5) Ordinary Shares into Ordinary Shares of category B and fifteen thousand one hundred and forty-eight (15,148) Ordinary Shares into Ordinary Shares of category A. The accounting value of the shares is set at the time of the conversion at two euros and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458). Thus, the general meeting decides to cancel the remaining three hundred and forty-six (346) Ordinary Shares of the Company.

Fourth resolution

The general meeting decides to increase the share capital of the Company from its present amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) up to one million three hundred and eighty-six thousand and five hundred and ninety-eight euro (EUR 1,386,598) by the issue of six hundred and sixty-two thousand and six hundred and twenty-five (662,625) Ordinary Shares of category A, without nominal par value.

The new Ordinary Shares of category A have been subscribed as follows:

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Brian Bamberger, born on 3 August 1961 in Pennsylvania (USA), residing at 947 Frog Hollow Terrace, Rydal, PA, 19046 (USA);

* two thousand four hundred (2,400) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Bradley Bednarz, born on 20 June 1953 in New York (USA), residing at 95 Eiler Lane, Irvington, NY, 10533 (USA);

* five thousand (5,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Richard Bergman, born on 31 March 1948, in New York (USA), residing at 9-20 166 Street, Apt. 3C, Whitestone, NY, 11357 (USA);

* three thousand seven hundred and fifty (3,750) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr B. Douglas Bruce, Jr., born on 22 April 1950 in Virginia (USA), residing at 115 Stevens Mill Road, North Wales, PA, 19454 (USA);

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Martin Caron, born on 14 September 1958 in Massachusetts (USA), residing at 2671 Pickertown Rd, Warrington, PA, 18976 (USA);

* fifty five thousand (55,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Patrick Clifford, born on 24 October 1941 in New York (USA), residing at 1185 Park Avenue, New York, NY, 10128 (USA);

* four thousand four hundred (4,400) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Kerry Collins, born on 31 January 1962 in New Jersey (USA), residing at 50 Hamilton Terrace, Totowa, NJ, 07512 (USA);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Donna Consoli, born on 31 May 1959 in New Jersey (USA), residing at 240 Franklin Avenue, Cliffside Park, NJ, 07010 (USA);

* four thousand five hundred (4,500) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mrs. Gloria Cross, born on 14 April 1947 in West Virginia (USA), residing at 63 Teal Drive, Langhorne, PA, 19047 (USA);

* six hundred (600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Joseph Eichenholz, born on 30 March 1948 in New York (USA), residing at 515 Cap May Street, Englewood, NJ, 07631 (USA);

* six thousand (6,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr John Gardner, born on 7 December 1949 in Pennsylvania (USA), residing at 56 rue de Paradis, 75010 Paris (France);

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Joseph Gillis, born on 8 April 1963 in California (USA), residing at 31 Club Lane, Bernardsville, NJ, 07924 (USA);

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Kamala Hess, born on 19 April 1964 in Ohio (USA), residing at 60 Mt. Vernon Street, Arlington, MA, 02476 (USA);

* six thousand four hundred (6,400) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Donna Hill Howes, born on 15 September 1952 in Washington, D.C. (USA), residing at 2018 Cascade Drive, Walnut Creek, CA, 94598 (USA);

* two thousand four hundred (2,400) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mrs. Helen Hoart, born on 29 August 1948 in New York (USA), residing at 67 Canterbury Lane, Wilton, CT, 06897 (USA);

* two thousand four hundred (2,400) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Jeffrey Keller, born on 21 February 1966 in Missouri (USA), residing at 39 Palmerston Place, Basking Ridge, NJ, 07920 (USA);

* two thousand (2,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Peter Kiernan, born on 01 August 1966 in Connecticut (USA), residing at 153 Hamilton Road, Ridgewood, NJ, 07450 (USA);

* thirteen thousand two hundred (13,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Bradley Kozar, born 5 February 1958 in Ohio (USA), residing at 22 Laurelton Trail, Flemington, NJ, 08822 (USA);

* two thousand four hundred (2,400) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Derrick Kraemer, born on 13 July 1970 in Massachusetts (USA), residing at 25 Music Mountain Blvd., Lambertville, NJ, 08530 (USA);

* twenty thousand (20,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Thomas Langan, born on 15 February 1966 in Massachusetts (USA), residing at 4 Packard Drive, Middletown, NJ, 07748 (USA);

* three thousand two hundred (3,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Stephanie Manning, born on 30 December 1960 in Kansas (USA), residing at 7 Hansel Lane, Newtown PA, 18940 (USA);

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mrs. Sharon Mason-Parker, born on 3 November 1965 in California (USA), residing at 4870 Mead Drive, Doylestown, PA, 18901 (USA);

* seven hundred and fifty (750) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Jennifer Mitchell, born on 12 February 1951 in Kentucky (USA), residing at 90 Pierrepont St., Apt. 5C, Brooklyn, NY, 11201 (USA);

* five thousand six hundred (5,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Ann (Nancy) R. Monahan, born on 18 April 1961 in New Jersey (USA), residing at 1651 Covington Road, Yardley, PA, 19067 (USA);

* thirty five thousand (35,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr William Mulderry, born on 8 November 1960 in New York (USA), residing at 27 Summit Road, Verona, NJ, 07044 (USA);

* three thousand five hundred (3,500) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Timothy Murphy, born on 16 May 1952 in Michigan (USA), residing at 3877 Trails Way West, Doylestown, PA, 18901 (USA);

* one thousand two hundred and fifty (1,250) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr David Nazaruk, born on 16 September 1962 in Pennsylvania (USA), residing at 542 Jacksonville Road, Ivyland, PA, 18974 (USA);

* eight thousand (8,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mrs. Jean Neiner, born on 14 March 1958 in Missouri (USA), residing at 1693 Powderhorn Drive, Newtown, PA, 18940 (USA);

* thirteen thousand two hundred (13,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr George Parker, born on 5 August 1952 in New Jersey (USA), residing at 101 Pondview Drive, Washing Crossing, PA, 18977 (USA);

* six hundred (600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr J. Stephen Pecararo, born on 22 June 1954 in Massachusetts (USA), residing at 166 Newton Hollow Road, Afton, NY, 13730 (USA);

* four thousand (4,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Sharon Marie Rhoads, born on 26 February 1964 in Pennsylvania (USA), residing at 48 Carousel Circle, Doylestown, PA, 18901 (USA);

* thirty five thousand (35,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Michael Riley, born on 8 March 1951 in Missouri (USA), residing at 5 Avondale Drive, Newtown, PA, 18940 (USA);

* five thousand (5,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Curtis Risley, born on 15 September 1957 in Pennsylvania (USA), residing at 69 Chatham Place, Newtown, PA, 18940 (USA);

* eighty thousand (80,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Steven Simcox, born on 22 October 1960 in Michigan (USA), residing at 12 Breeze Knoll Drive, Westfield, NJ, 07090 (USA);

* two thousand one hundred (2,100) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Matt Soccorsi, born on 27 September 1960 in Ohio (USA), residing at 1551 Candace Lane, Yardley, PA, 19067 (USA);

* one thousand two hundred and fifty (1,250) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Richard Steinbruegge, born on 30 July 1947 in Missouri (USA), residing at 36 Sweet William Way, Langhorn, PA, 19047 (USA);

* nine thousand six hundred (9,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Trent Sterling, born on 13 December 1966 in Utah (USA), residing at 985 Highland Oaks Drive, Bountiful, UT, 84010 (USA);

* seven hundred and fifty (750) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr John Tarbuck, born on 26 July 1947 in Minnesota (USA), residing at 4312 Colleen Court, Arden Hills, MN, 55112 (USA);

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Lee Termini, born on 19 July 1954 in New York (USA), residing at 204 Crossgate Drive, Clarks Summit, PA, 18411 (USA);

* one thousand nine hundred (1,900) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Robert Varga, born on 30 October 1953 in New Jersey (USA), residing at 11 Marston Drive, Morris Plains, NJ, 07950 (USA);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Thomas Walker, born on 28 December 1954 in New York (USA), residing at 86 Ipswich Road, Tospfiled, MA, 01983 (USA);

* six hundred (600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Beth Wilson, born on 4 April 1964 in Tennessee (USA), residing at 6783 Idylwild Court, Boulder, CO, 80301 (USA);

* one thousand two hundred (1,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Sue McElroy, born on 15 October 1955 in Temora (Australia), residing at Unit 2, 54A Darling Point Road, Darling Point, NSW 2027 (Australia);

* one thousand two hundred (1,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Siobhan Murphy, born on 29 June 1967 in Fremantle (Australia), residing at 8 Goodsir Street, Rozelle, NSW 2039 (Australia);

* one thousand two hundred (1,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Steve Watson, born on 25 October 1954 in Wollongong (Australia), residing at 12 Kimberley Avenue, Lane Cove, NSW 2066 (Australia);

* twelve thousand (12,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Christopher Wills, born on 01 May 1944 in Sydney (Australia), residing at 14 Wolsten Avenue, Turrumurra, NSW 2074 (Australia);

* one thousand two hundred (1,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Colin Abercrombie, born on 25 January 1953 in Epsom (New Zealand), residing at 13 Arawa Avenue, Devomport, North Shore City, Auckland (New Zealand);

* twenty thousand (20,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Mei Chan Wong, born on 21 March 1947 in Singapore (Singapore), residing at 49 Chee Hoon Avenue, 299766 (Singapore);

* three thousand two hundred (3,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Young Taek Lee, born on 28 August 1954 in Seoul (Korea), residing at # 1101 Hansville, 836 Yeoksamdong Kangnam gu, Seoul 135-937 (Korea);

* ten thousand (10,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Ben Eng Peow Yeo, born on 24 March 1962 in Malaysia, residing at 12 Toh Tuck Close, 596979 (Singapore);

* four thousand eight hundred (4,800) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Helen Sanjaya, born on 8 October 1953 in Jakarta (Indonesia), residing at 7 River Valley Close, # 18-01 Euro Asia Court 3 (Singapore);

* three thousand two hundred (3,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Diana Edwards, born on 17 December 1967 in Brisbane (Australia), residing at 35H Seabird Lane, Discovery Bay (Hong Kong);

* three thousand two hundred (3,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Catherine Tillah, born on 25 November 1957 in Biliran, Leyte (Philippines), residing at 53 D. Tuazon cor. dela Rama Streets, BF Homes Paranaque City 1718, Metro Manila (Philippines);

* six hundred (600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Jacques Abecassis, born on 15 June 1960 in Oran (Algeria), residing at 16, rue Tredez, Dugny, 93440 (France);

* four thousand eight hundred and eighty eight (4,888) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Michèle Blouin, born on 13 October 1955 in Jonquièrre (Canada), residing at 14, rue du Chevalier de la Barre, Suresnes, 92150 (France);

* seventeen thousand two hundred (17,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Vincent Bouvier, born on 22 July 1963 in Caen (France), residing at 6, rue de l'Hôpital Saint Louis, Paris, 75010 (France);

* three thousand (3,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Frank Bracq, born on 18 October 1955 in Fournies (France), residing at 28, rue Miollis, Paris, 75015 (France);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Stéphane Camhaji, born on 30 March 1967 in Gap (France), residing at 2, rue A. J. de Pommereu, Saint Nom la Bretèche, 78860 (France);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Maite Caseris, born on 24 May 1949 in Saint-Jean de Lier (France), residing at 6b, rue du Buisson Richard, Mesnil le Roi, 78600 (France);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Laurence Chareyron, born on 26 November 1970 in Boulogne-Billancourt (France), residing at 5, rue Nicolas Chuquet, Paris, 75017 (France);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Paul Dardel, born on 12 April 1963 in Paris 16 (France), residing at 54, rue de Bitche, Courbevoie, 92400 (France);

* five thousand six hundred (5,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Jean Pierre Dehaspe, born on 24 May 1946 in Uccle (Belgium), residing at 63, rue du Radoux, Rebecq, 1430 (Belgium);

* three thousand two hundred (3,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Pierre Dory, born on 28 August 1950 in Louvain (Belgium), residing at 36, avenue des Moissonneurs, Dion-Le-Mont, 1325 (Belgium);

* six hundred (600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Caroline Eustache, born on 27 December 1971 in Auxerre (France), residing at 10, rue Guide, Asnières sur Seine, 92600 (France);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr J. Jacques Evesque, born on 29 September 1951 in Paris 12 (France), residing at 12, Impasse de l'Orée du Bois, Blois, 41000 (France);

* seventeen thousand two hundred (17,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Hervé Flobert, born on 23 September 1968 in Issy-Les-Moulineaux (France), residing at 36, rue Chardon Lagache, Paris, 75016 (France);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr J. François Forget, born on 11 April 1959 in Sainte-Adresse (France), residing at 38, route de Gif, Villiers le Bac, 91190 (France);

* thirty thousand (30,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Fabrice Fries, born on 11 March 1960 in Lyon (France), residing at avenue Louis Lepoutre, 42, Bruxelles, 1050 (Belgium);

* four thousand (4,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Paul Garcia, born on 6 May 1958 in Fuente Alamo (Spain), residing at C/Albufera No. 22, Barcelona, 8186 (Spain);

* four thousand (4,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Victoria Gardeta, born on 5 January 1957 in Madrid (Spain), residing at Padre Claret, 7, 1° A, Madrid, 28002 (Spain);

* five hundred and forty (540) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Agnès Hegybiro, born on 31 January 1966 in Budapest (Hungary), residing at Jahn Ferenc u. 252, Budapest, 1196 (Hungary);

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Stepan Indjikian, born on 20 June 1947 in Moscow (U.S.S.R.), residing at Soslavinskaya str. 2, apt 34, Moscow, 121309 (Russia);

* twenty three thousand two hundred (23,200) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Gérard Kouchner, born on 01 February 1945 in Paris 16 (France), residing at 16, Villa Daviel, Paris, 75013 (France);

* five thousand six hundred (5,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Kerri McCartney, born on 5 August 1971 in Newmarket (Canada), residing at Hermann-Bahner Str. 1, Langen, 63225 (Germany);

* forty four thousand eight hundred and forty-seven (44,847) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr François Mirallie, born on 30 May 1962 in Nantes (France), residing at 14, rue Vavin, Paris, 75006 (France);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Thierry Panhelleux, born on 06 September 1967 in Saint-Nazaire (France), residing at 45, Grasse Village, Feucherolles, 78810 (France);

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Krzysztof Piwowarczyk, born on 16 July 1954 in Warszawa (Poland), residing at ul. Stryjenskich 19 m. 72, Warszawa, 02-791 (Poland);

* thirteen thousand six hundred (13,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Giuseppe Reali, born on 20 May 1953 in Pralboino (Italy), residing at Via G. Washington, 98, Milano, 20146 (Italy);

* nine thousand six hundred (9,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Fabien Redon, born on 29 April 1970 in Château-Thierry (France), residing at 9, rue Pelée, Paris, 75011 (France);

* nine thousand six hundred (9,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Uwe Richter, born on 07 April 1961 in Hilden (Germany), residing at Kiefernweg 6, Saulheim, 55291 (Germany);

* ten thousand (10,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Daniel Rodriguez, born on 11 September 1964 in Paris 12 (France), residing at 12, allée de la Plaine, Appt 77, L'Hay-les-Roses, 94240 (France);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Dan Rohrllich, born on 23 September 1965 in Boulogne-Billancourt (France), residing at 19, avenue des Erables, Saint Maur Des Fosses, 94100 (France);

* one thousand six hundred (1,600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Javier Sanz, born on 03 April 1952 in Zaorejas (Spain), residing at Rio Adaja, 10, Madrid, 28023 (Spain);

* two thousand four hundred (2,400) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Louis Schilders, born on 31 March 1952 in Wuustwezel (Belgium), residing at Schriekbos 120, Zoersel, 2980 (Belgium);

* twenty four thousand (24,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Mr Josep Lluís Segu, born on 23 May 1960 in Barcelona (Spain), residing at Pje Pujolet 5, casa, Barcelona, 08032 (Spain);

* one thousand (1,000) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Sophie Thenot, born on 04 November 1960 in Paris 20 (France), residing at 61, avenue Charles de Gaulle, Neuilly sur Seine, 92200 (France);

* six hundred (600) Ordinary Shares of category A for a cost of two euro and zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) per share have been subscribed by Ms Deborah Woodford, born on 18 February 1967 in Croydon (France), residing at 1 Impasse Andrée Paulette, Maisons Laffitte, 78600 (France).

for a price of two euro zero four fifty-eight cents (EUR 2.0458) each.

All the new subscribers are represented by Mr Patrick Van Hees by virtue of proxies which will remain attached to the present deed.

The existing shareholders renounce to their preferential rights of subscription.

All the shares have been fully paid up in cash by the subscribers, so that the amount of one million three hundred fifty-five thousand and five hundred ninety-eight euro (EUR 1,355,598.-) is from now at the disposal of the Company as it has been certified to the undersigned notary.

Fifth resolution

As a consequence of the preceding resolution, the article 6 of the articles of incorporation of the Company is amended and shall now read as follows:

«**Art. 6. Share Capital.** The Company has a subscribed share capital of one million three hundred and eighty-six thousand and five hundred and ninety-eight euro (EUR 1,386,598.-) divided into six hundred and seventy-seven thousand and seven hundred seventy-three (677,773) Ordinary Shares of category A, five (5) Ordinary Shares of category B and one (1) non-redeemable Management Share (hereinafter the «Management Share»), without nominal value.»

Sixth resolution

The general meeting decides to amend the article 7 of the articles of incorporation of the which shall now read as follows:

«**Art. 7. Form of the shares.** All Shares of the Company shall be issued in registered form.

A register of registered Shares shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company; such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the Register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares.

Any Share certificates or bearer Shares shall be signed by the Manager. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile.

Transfers of registered Ordinary Shares shall be effected (i) if Ordinary Share certificates have been issued, upon delivering the certificate representing such Ordinary Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (ii), if no Ordinary Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Ordinary Shares shall be entered into the Register of Shareholders, such inscription being signed by the Manager or by one or more other persons duly authorised thereto by the Manager.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register of Shareholders. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company.

Ordinary shares of category A may be transferred only with the prior consent of the shareholders holding Ordinary Shares of category B.

The Management shares held by the Manager are not transferable except to a successor manager to be appointed.

The Company recognises only one single owner per Share. If the ownership of such Share is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share.»

Seventh resolution

The general meeting decides to amend the article 8 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

«**Art. 8. Manager.** The Company shall be managed by a single manager which shall be SANTEMEDIA MANAGEMENT, S.à r.l., a société à responsabilité limitée organised under the law of Luxembourg (hereinafter referred to as the «Manager»). In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the Conseil de Surveillance, as provided for in Article 11, appoints an administrator, who need not be a Shareholder, to effect urgent

administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the articles of incorporation, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated. Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the Manager.»

Eighth resolution

The general meeting decides to amend the article 17 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

«**Art. 17. Amendments to the articles of incorporation.** Subject to the approval of the Manager, these articles of incorporation may only be amended by a general meeting of shareholders voting at the three quarters majority of the shareholders. Moreover, this majority shall be reached separately in each categories of Ordinary Shares A and B, which vote is for this purpose counted separately.»

Ninth resolution

The general meeting decides to appoint three new members of the conseil de surveillance in replacement of the existing members:

- Mr Stephen Warshaw, born in London (U.K.) on 20 September 1948, residing at 29, Heat Hurst Road, London NW3 2 RV, U.K.;
- Mr Steve Simcox, born in Michigan (U.S.A.) on 22 October 1960, residing at 780 Township Line Road, Yardley PA 19067, U.S.A.; and
- Mr François Mirallié, born in Nantes (France) on 30 May 1962, residing at Tienne du Peuthy 6, 1380 Lagne, Belgium.

Estimate of costs

The costs which are to be born by the Company are estimated at nineteen thousand euro (19,000.- EUR).

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatre, le vingt-sept mai.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de SANTEMEDIA MANAGEMENT SCA, une société en commandite par actions, ayant son siège social à 5, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88.083, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 juin 2002, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C en date du 13 septembre 2002, numéro 1333.

L'assemblée est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Mesancy (Belgique) qui nomme Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny (Belgique) comme secrétaire.

L'assemblée élit Madame Flora Château, employée privée, demeurant à Thionville (France) comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

1. - Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 4 des Statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. Objet.** La société a pour objet unique d'investir dans la société SANTEMEDIA GROUP HOLDING, S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 87.079, constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph Elvinger en date du 11 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 10 juillet 2002, numéro 1055»;

2. Création de deux catégories d'Actions Ordinaires sans désignation de valeur nominale: une catégorie A et une catégorie B;

3. Conversion de cinq (5) Actions Ordinaires en Actions Ordinaires de catégorie B et de quinze mille cent quarante huit (15.148) Actions Ordinaires en Actions Ordinaires de catégorie A;

4. Augmentation du capital de la Société de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à un million trois cent quatre vingt six mille cinq cent quatre vingt dix huit euros (EUR 1.386.598,-) par l'émission de six cent soixante deux mille six cent vingt cinq (662.625) Actions Ordinaires de catégorie A, sans désignation de valeur nominale;

5. Modification subséquente de l'article 6 des Statuts de la Société;

6. Modification de l'article 7 des Statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 7. Forme des Actions.** Toutes les Actions seront émises sous forme nominative.

Un registre des Actions nominatives sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tels qu'il ont été communiqués à la Société, ainsi que le nombre d'Actions qu'il détient.

Le droit de propriété de l'Actionnaire sur l'Action nominative s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des Actions.

Les certificats d'Actions ou les Actions au porteur seront signés par le Gérant. Ces signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.

Le transfert d'Actions Ordinaires nominatives se fera (i) si des certificats d'Actions Ordinaires ont été émis, par la remise à la Société du certificat d'Actions et de tous autres documents de transfert exigés par la Société, et (ii) s'il n'a pas été émis de certificat d'Actions Ordinaires, par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des Actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par le mandataire valablement constitué à cet effet. Tout transfert d'Actions Ordinaires nominatives sera inscrit au registre des Actionnaires, pareille inscription devant être signée par le Gérant, ou par une ou plusieurs autres personnes désignées à cet effet par le Gérant.

Tout Actionnaire devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également portée au registre. Les Actionnaires peuvent à tout moment changer leur adresse enregistrée dans le registre des Actionnaires par le biais d'une communication écrite à envoyer au siège social de la Société ou à une autre adresse indiquée par celle-ci.

Les Actions Ordinaires de catégorie A pourront être transférées seulement avec le consentement préalable des actionnaires détenant des Actions Ordinaires de catégorie B.

Les Actions de Commandité appartenant au Gérant ne peuvent être transférées excepté au gérant remplaçant qui sera nommé.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si la propriété de l'Action est litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'Action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'Action à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à l'Action».

7. Modification de l'article 8 des Statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 8. Le Gérant.** La Société sera administrée par un gérant unique qui sera SANTEMEDIA MANAGEMENT, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois (ci-après le «Gérant»).

En cas d'incapacité légale, de liquidation ou d'une autre situation permanente empêchant le Gérant d'exercer ses fonctions au sein de la Société, celle-ci ne sera pas automatiquement dissoute et liquidée, sous condition que le Conseil de Surveillance, suivant l'article 11, nomme un administrateur, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire, afin d'exécuter les actes de gestion urgents, jusqu'à ce que se tienne une assemblée générale d'Actionnaires, convoquée par cet administrateur dans les quinze jours de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les Actionnaires pourront nommer un gérant remplaçant, en respectant les règles de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts. L'absence d'une telle nomination entraînera la dissolution et la liquidation de la Société. La nomination d'un gérant remplaçant n'est pas soumise à l'approbation du Gérant.»

8. Modification de l'article 17 des Statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 17. Modification des Statuts.** Les présents statuts pourront être modifiés, sous condition de l'approbation du Gérant, par une assemblée générale des Actionnaires statuant à la majorité des trois quarts des actionnaires. En outre, cette majorité devra être atteinte séparément au sein de chaque catégorie d'actions A et B, dont le vote à cette fin sera compté séparément.»

9. Nomination des nouveaux membres du conseil de surveillance pour remplacer les membres existants.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée, peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 4 des Statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. Objet.** La société a pour objet unique d'investir dans la société SANTEMEDIA GROUP HOLDING, S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 87.079, constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph Elvinger en date du 11 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 10 juillet 2002, numéro 1055'.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de créer deux catégories d'Actions Ordinaires, sans désignation de valeur nominale: une catégorie A et une catégorie B.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de convertir cinq (5) Actions Ordinaires en Actions Ordinaires de catégorie B, et quinze mille cent quarante-huit (15.148) Actions Ordinaires en Actions ordinaires de Catégorie A, sans désignation de valeur nominale. Le pair comptable des Actions Ordinaires ainsi converties est de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) au moment de la conversion. Par conséquent, l'assemblée générale décide d'annuler les trois cent quarante-six (346) Actions Ordinaires de la Société restantes.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à un million trois cent quatre-vingt-six mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 1.386.598,-) par l'émission de six cent soixante-deux mille six cent vingt-cinq (662.625) Actions Ordinaires de catégorie A, sans désignation de valeur nominale.

Les nouvelles Actions Ordinaires de catégorie A sont souscrites de la manière suivante:

* mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Brian Bamberger, né le 3 août 1961 en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 947 Frog Hollow Terrace, Rydal, PA, 19046 (Etats-Unis d'Amérique);

* deux mille quatre cents (2.400) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par actions ont été souscrites par M. Bradley Bednarz, né le 20 juin 1953 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 95 Eiler Lane, Irvington, NY, 10533 (Etats-Unis d'Amérique);

* cinq mille (5.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Richard Bergman, né le 31 mars 1948 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 9-20 166 Street, Apt. 3C, Whitestone, NY, 11357 (Etats-Unis d'Amérique);

* trois mille sept cent cinquante (3.750) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. B. Douglas Bruce, Jr., né le 22 avril 1950 en Virginie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 115 Stevens Mill Road, North Wales, PA, 19454 (Etats-Unis d'Amérique);

* mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Martin Caron, né le 14 septembre 1958 au Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 2671 Pickertown Rd, Warrington, PA, 18976 (Etats-Unis d'Amérique);

* cinquante cinq mille (55.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Patrick Clifford, né le 24 octobre 1941 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 1185 Park Avenue, New York, NY, 10128 (Etats-Unis d'Amérique);

* quatre mille quatre cents (4.400) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Kerry Collins, née le 31 janvier 1962 dans le New Jersey (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 50 Hamilton Terrace, Totowa, NJ, 07512 (Etats-Unis d'Amérique);

* mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Donna Consoli, née le 31 mai 1959 dans le New Jersey (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 240 Franklin Avenue, Cliffs Park, NJ, 07010 (Etats-Unis d'Amérique);

* quatre mille cinq cents (4.500) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mme Gloria Cross, née le 14 avril 1947 en Virginie de l'Ouest (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 63 Teal Drive, Langhorne, PA, 19047 (Etats-Unis d'Amérique);

* six cents (600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Joseph Eichenholz, né le 30 mars 1948 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 515 Cap May Street, Englewood, NJ, 07631 (Etats-Unis d'Amérique);

* six mille (6.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. John Gardner, né le 7 décembre 1949 en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 56, rue de Paradis, 75010 Paris (France);

* mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Joseph Gillis, né le 8 avril 1963 en Californie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 31, Club Lane, Bernardsville, NJ, 07924 (Etats-Unis d'Amérique);

* mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Kamala Hess, née le 19 avril 1964 dans l'Ohio (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 60 Mt. Vernon Street, Arlington, MA, 02476 (Etats-Unis d'Amérique);

* six mille quatre cents (6.400) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Donna Hill Howes, née le 15 septembre 1952 à Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 2018 Cascade Drive, Walnut Creek, CA, 94598 (Etats-Unis d'Amérique);

* deux mille quatre cents (2.400) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mme Helen Hoart, née le 29 août 1948 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 67, Canterbury Lane, Wilton, CT, 06897 (Etats-Unis d'Amérique);

* deux mille quatre cents (2.400) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Jeffrey Keller, né le 21 février 1966 au Missouri (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 39, Palmerston Place, Basking Ridge, NJ, 07920 (Etats-Unis d'Amérique);

* deux mille (2.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Peter Kiernan, né le 1 août 1966 au Connecticut (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 153, Hamilton Road, Ridgewood, NJ, 07450 (Etats-Unis d'Amérique);

* treize mille deux cents (13.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Bradley Kozar, né le 5 février 1958 dans l'Ohio (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 22 Laurelton Trail, Flemington, NJ, 08822 (Etats-Unis d'Amérique);

* deux mille quatre cents (2.400) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Derrick Kraemer, né le 13 juillet 1970 au Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 25 Music Mountain Blvd., Lambertville, NJ, 08530 (Etats-Unis d'Amérique);

- * vingt mille (20.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Thomas Langan, né le 15 février 1966 au Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 4 Packard Drive, Middletown, NJ, 07748 (Etats-Unis d'Amérique);
- * trois mille deux cents (3.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Stephanie Manning, née le 30 décembre 1960 au Kansas (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 7 Hansel Lane, Newtown PA, 18940 (Etats-Unis d'Amérique);
- * mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mme Sharon Mason-Parker, née le 3 novembre 1965 en Californie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 4870 Mead Drive, Doylestown, PA, 18901 (Etats-Unis d'Amérique);
- * sept cent cinquante (750) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Jennifer Mitchell, née le 12 février 1951 dans le Kentucky (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 90 Pierrepont St., Apt. 5C, Brooklyn, NY, 11201 (Etats-Unis d'Amérique);
- * cinq mille six cents (5.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Ann (Nancy) R. Monahan, née le 18 avril 1961 dans le New Jersey (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 1651 Covington Road, Yardley, PA, 19067 (Etats-Unis d'Amérique);
- * trente cinq mille (35.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. William Mulderry, né le 8 novembre 1960 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 27 Summit Road, Verona, NJ, 07044 (Etats-Unis d'Amérique);
- * trois mille cinq cents (3.500) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Timothy Murphy, né le 16 mai 1952 au Michigan (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 3877 Trails Way West, Doylestown, PA, 18901 (Etats-Unis d'Amérique);
- * mille deux cent cinquante (1.250) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. David Nazaruk, né le 16 septembre 1962 en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 542 Jacksonville Road, Ivyland, PA, 18974 (Etats-Unis d'Amérique);
- * huit mille (8.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mme Jean Neiner, née le 14 mars 1958 au Missouri (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 1693 Powderhorn Drive, Newtown, PA, 18940 (Etats-Unis d'Amérique);
- * treize mille deux cents (13.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. George Parker, né le 5 août 1952 dans le New Jersey (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 101 Pondview Drive, Washing Crossing, PA, 18977 (Etats-Unis d'Amérique);
- * six cents (600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. J. Stephen Pecararo, né le 22 juin 1954 au Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 166 Newton Hollow Road, Afton, NY, 13730 (Etats-Unis d'Amérique);
- * quatre mille (4.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Sharon Marie Rhoads, née le 26 février 1964 en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 48 Carousel Circle, Doylestown, PA, 18901 (Etats-Unis d'Amérique);
- * trente cinq mille (35.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Michael Riley, né le 8 mars 1951 au Missouri (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 5 Avondale Drive, Newtown, PA, 18940 (Etats-Unis d'Amérique);
- * cinq mille (5.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Curtis Risley, né le 15 septembre 1957 en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 69 Chatham Place, Newtown, PA, 18940 (Etats-Unis d'Amérique);
- * quatre-vingt mille (80.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Steven Simcox, né le 22 octobre 1960 au Michigan (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 12 Breeze Knoll Drive, Westfield, NJ, 07090 (Etats-Unis d'Amérique);
- * deux mille cents (2.100) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Matt Soccorsi, né le 27 septembre 1960 dans l'Ohio (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 1551 Candace Lane, Yardley, PA, 19067 (Etats-Unis d'Amérique);
- * mille deux cent cinquante (1.250) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Richard Steinbruegge, né le 30 juillet 1947 au Missouri (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 36 Sweet William Way, Langhorn, PA, 19047 (Etats-Unis d'Amérique);
- * neuf mille six cents (9.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Trent Sterling, né le 13 décembre 1966 dans l'Utah (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 985 Highland Oaks Drive, Bountiful, UT, 84010 (Etats-Unis d'Amérique);
- * sept cent cinquante (750) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. John Tarbuck, né le 26 juillet 1947 au Minnesota (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 4312 Colleen Court, Arden Hills, MN, 55112 (Etats-Unis d'Amérique);
- * mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Lee Termini, né le 19 juillet 1954 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 204 Crossgate Drive, Clarks Summit, PA, 18411 (Etats-Unis d'Amérique);
- * mille neuf cents (1.900) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Robert Varga, né le 30 octobre 1953 dans le New Jersey (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 11 Marston Drive, Morris Plains, NJ, 07950 (Etats-Unis d'Amérique);

* mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Thomas Walker, né le 28 décembre 1954 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 86 Ipswich Road, Tospfiled, MA, 01983 (Etats-Unis d'Amérique);

* six cents (600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Beth Wilson, née le 4 avril 1964 au Tennessee (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 6783 Idylwild Court, Boulder, CO, 80301 (Etats-Unis d'Amérique);

* mille deux cents (1.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Sue McElroy, née le 15 octobre 1955 à Temora (Australie), demeurant à Unit 2, 54A Darling Point Road, Darling Point, NSW 2027 (Australie);

* mille deux cents (1.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Siobhan Murphy, née le 29 juin 1967 à Fremantle (Australie), demeurant au 8 Goodsir Street, Rozelle, NSW 2039 (Australie);

* mille deux cents (1.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Steve Watson, né le 25 octobre 1954 à Wollongong (Australie), demeurant au 12 Kimberley Avenue, Lane Cove, NSW 2066 (Australie);

* douze mille (12.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Christopher Wills, né le 1 mai 1944 à Sydney (Australie), demeurant au 14 Wolsten Avenue, Turrumurra, NSW 2074 (Australie);

* mille deux cents (1.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Colin Abercrombie, né le 25 janvier 1953 à Epsom (Nouvelle Zélande), demeurant au 13 Arawa Avenue, Devomport, North Shore City, Auckland (Nouvelle Zélande);

* vingt mille (20.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Mei Chan Wong, née le 21 mars 1947 à Singapour (Singapour), demeurant au 49 Chee Hoon Avenue, 299766 (Singapour);

* trois mille deux cents (3.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Young Taek Lee, né le 28 août 1954 à Séoul (Corée), demeurant au # 1101 Hansville, 836 Yeoksamdong Kangnam gu, Séoul 135-937 (Corée);

* dix mille (10.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Ben Eng Peow Yeo, né le 24 mars 1962 en Malaisie, demeurant à 12 Toh Tuck Close, 596979 (Singapour);

* quatre mille huit cents (4.800) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Helen Sanjaya, née le 8 octobre 1953 à Jakarta (Indonésie), demeurant au 7 River Valley Close, # 18-01 Euro Asia Court 3 (Singapour);

* trois mille deux cents (3.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Diana Edwards, née le 17 décembre 1967 à Brisbane (Australie), demeurant au 35H Seabird Lane, Discovery Bay (Hong Kong);

* trois mille deux cents (3.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Catherine Tillah, née le 25 novembre 1957 à Biliran, Leyte (Philippines), demeurant au 53 D. Tuazon cor. dela Rama Streets, BF Homes Paranaque City 1718, Metro Manila (Philippines);

* six cents (600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Jacques Abecassis, né le 15 juin 1960 à Oran (Algérie), demeurant au 16, rue Tredez, Dugny, 93440 (France);

* quatre mille huit cent quatre vingt huit (4.888) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Michèle Blouin, née le 13 octobre 1955 à Jonquière (Canada), demeurant au 14, rue du Chevalier de la Barre, Suresnes, 92150 (France);

* dix-sept mille deux cents (17.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Vincent Bouvier, né le 22 juillet 1963 à Caen (France), demeurant au 6, rue de l'Hôpital Saint Louis, Paris, 75010 (France);

* trois mille (3.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Frank Bracq, né le 18 octobre 1955 à Fournies (France), demeurant au 28 rue Miollis, Paris, 75015 (France);

* mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Stéphane Camhaji, né le 30 mars 1967 à Gap (France), demeurant au 2, rue A. J. de Pommereu, Saint Nom la Bretèche, 78860 (France);

* mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Maïte Caseris, née le 24 mai 1949 à Saint-Jean de Liez (France), demeurant au 6b, rue du Buisson Richard, Mesnil le Roi, 78600 (France);

* mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Laurence Chareyron, née le 26 novembre 1970 à Boulogne-Billancourt (France), demeurant au 5, rue Nicolas Chuquet, Paris, 75017 (France);

* mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Paul Dardel, né le 12 avril 1963 à Paris 16 (France), demeurant au 54, rue de Bitche, Courbevoie, 92400 (France);

- * cinq mille six cents (5.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Jean Pierre Dehaspe, né le 24 mai 1946 à Uccle (Belgique), demeurant au 63, rue du Radoux, Rebecq, 1430 (Belgique);
- * trois mille deux cents (3.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Pierre Dory, né le 28 août 1950 à Louvain (Belgique), demeurant au 36, avenue des Moissonneurs, Dion-Le-Mont, 1325 (Belgique);
- * six cents (600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Caroline Eustache, née le 27 décembre 1971 à Auxerre (France), demeurant au 10, rue Guide, Asnières sur Seine, 92600 (France);
- * mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. J. Jacques Evesque, né le 29 septembre 1951 à Paris 12 (France), demeurant au 12, Impasse de l'Orée du Bois, Blois, 41000 (France);
- * dix-sept mille deux cents (17.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Hervé Flobert, né le 23 septembre 1968 à Issy-Les-Moulineaux (France), demeurant au 36, rue Chardon Lagache, Paris, 75016 (France);
- * mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. J. François Forget, né le 11 avril 1959 à Sainte-Adresse (France), demeurant au 38, route de Gif, Villiers le Bacle, 91190 (France);
- * trente mille (30.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Fabrice Fries, né le 11 mars 1960 à Lyon (France), demeurant à avenue Louis Lepoutre, 42, Bruxelles, 1050 (Belgique);
- * quatre mille (4.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Paul Garcia, né le 6 mai 1958 à Fuente Alamo (Espagne), demeurant à C/Albufera n° 22, Barcelone, 8186 (Espagne);
- * quatre mille (4.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Victoria Gardeta, née le 5 janvier 1957 à Madrid (Espagne), demeurant à Padre Claret, 7, 1° A, Madrid, 28002 (Espagne);
- * cinq cent quarante (540) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Agnès Hegybiro, née le 31 janvier 1966 à Budapest (Hongrie), demeurant à Jahn Ferenc u. 252, Budapest, 1196 (Hongrie);
- * mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Stepan Indjikian, né le 20 juin 1947 à Moscou (U.R.S.S.), demeurant à Sestlavinskaya str. 2, apt 34, Moscou, 121309 (Russie);
- * vingt-trois mille deux cents (23.200) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Gérard Kouchner, né le 1 février 1945 à Paris 16 (France), demeurant à 16, Villa Daviel, Paris, 75013 (France);
- * cinq mille six cents (5.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Kerri McCartney, née le 5 août 1971 à Newmarket (Canada), demeurant à Hermann-Bahner Str. 1, Langen, 63225 (Allemagne);
- * quarante quatre mille huit cent quarante-sept (44.847) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. François Mirallie, né le 30 mai 1962 à Nantes (France), demeurant au 14, rue Vavin, Paris, 75006 (France);
- * mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Thierry Panhelleux, né le 6 septembre 1967 à Saint-Nazaire (France), demeurant à 45, Grasse Village, Feucherolles, 78810 (France);
- * mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Krzysztof Piwowarczyk, né le 16 juillet 1954 à Varsovie (Pologne), demeurant à ul. Stryjenskich 19 m. 72, Varsovie 02-791 (Pologne);
- * treize mille six cents (13.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Giuseppe Reali, né le 20 mai 1953 à Pralboino (Italie), demeurant à Via G. Washington, 98, Milan, 20146 (Italie);
- * neuf mille six cents (9.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Fabien Redon, né le 29 avril 1970 à Château-Thierry (France), demeurant au 9, rue Pelée, Paris, 75011 (France);
- * neuf mille six cents (9.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Uwe Richter, né le 7 avril 1961 à Hilden (Allemagne), demeurant à Kiefernweg 6, Saulheim, 55291 (Allemagne);
- * dix mille (10.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Daniel Rodriguez, né le 11 septembre 1964 à Paris 12 (France), demeurant au 12, allée de la Plaine, Appt 77, L'Hay-les-Roses, 94240 (France);
- * mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Dan Rohrllich, né le 23 septembre 1965 à Boulogne-Billancourt (France), demeurant au 19, avenue des Erables, Saint Maur Des Fosses, 94100 (France);
- * mille six cents (1.600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Javier Sanz, né le 3 avril 1952 à Zaorejas (Espagne), demeurant à Rio Adaja, 10, Madrid, 28023 (Espagne);

* deux mille quatre cents (2.400) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Louis Schilders, né le 31 mars 1952 à Wuustwezel (Belgique), demeurant à Schriekbos 120, Zoersel, 2980 (Belgique);

* vingt-quatre mille (24.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par M. Josep Lluís Segu, né le 23 mai 1960 à Barcelone (Espagne), demeurant à Pje Pujolet 5, casa, Barcelone, 08032 (Espagne);

* mille (1.000) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Sophie Thenot, née le 4 novembre 1960 à Paris 20 (France), demeurant au 61, avenue Charles de Gaulle, Neuilly sur Seine, 92200 (France);

* six cents (600) Actions Ordinaires de catégorie A pour un prix de deux euros et zéro quatre cinquante-huit cents (EUR 2,0458) par action ont été souscrites par Mlle Deborah Woodford, née le 18 février 1967 à Croydon (France), demeurant au 1, Impasse Andrée Paulette, Maisons Laffitte, 78600 (France).

Tous les nouveaux souscripteurs sont représentés par M. Patrick Van Hees en vertu de procurations qui resteront annexées au présent procès-verbal.

Les actionnaires existants renoncent à leur droit préférentiel de souscription.

Les actions ainsi souscrites ont été totalement libérées en espèces, de sorte que la somme de un million trois cent cinquante-cinq mille cinq cent quatre-vingt dix-huit euros (EUR 1.355.598,-) se trouve à la disposition de la société ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'article 6 des statuts de la Société est modifié aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6. Capital Social.** La Société a un capital souscrit de un million trois cent quatre-vingt-six mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 1.386.598,-) représenté par six cent soixante-dix-sept mille sept cent soixante-treize (677.773) Actions Ordinaires de catégorie A, cinq (5) Actions Ordinaires de catégorie B et par une (1) Action de Commandité (ci-après l'«Action de Commandité») non rachetable, sans désignation de valeur nominale.»

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 7 des Statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 7. Forme des Actions.** Toutes les Actions seront émises sous forme nominative.

Un registre des Actions nominatives sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tels qu'il ont été communiqués à la Société, ainsi que le nombre d'Actions qu'il détient.

Le droit de propriété de l'Actionnaire sur l'Action nominative s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des Actions.

Les certificats d'Actions ou les Actions au porteur seront signés par le Gérant. Ces signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.

Le transfert d'Actions Ordinaires nominatives se fera (i) si des certificats d'Actions Ordinaires ont été émis, par la remise à la Société du certificat d'Actions et de tous autres documents de transfert exigés par la Société, et (ii) s'il n'a pas été émis de certificat d'Actions Ordinaires, par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des Actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par le mandataire valablement constitué à cet effet. Tout transfert d'Actions Ordinaires nominatives sera inscrit au registre des Actionnaires, pareille inscription devant être signée par le Gérant, ou par une ou plusieurs autres personnes désignées à cet effet par le Gérant.

Tout Actionnaire devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également portée au registre. Les Actionnaires peuvent à tout moment changer leur adresse enregistrée dans le registre des Actionnaires par le biais d'une communication écrite à envoyer au siège social de la Société ou à une autre adresse indiquée par celle-ci.

Les Actions Ordinaires de catégorie A pourront être transférées seulement avec le consentement préalable des actionnaires détenant des Actions Ordinaires de catégorie B.

Les Actions de Commandité appartenant au Gérant ne peuvent être transférées excepté au gérant remplaçant qui sera nommé.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si la propriété de l'Action est litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'Action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'Action à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à l'Action.»

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 8 des Statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 8. Le Gérant.** La Société sera administrée par un gérant unique qui sera SANTEMEDIA MANAGEMENT, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois (ci-après le «Gérant»).

En cas d'incapacité légale, de liquidation ou d'une autre situation permanente empêchant le Gérant d'exercer ses fonctions au sein de la Société, celle-ci ne sera pas automatiquement dissoute et liquidée, sous condition que le Conseil de Surveillance, suivant l'article 11, nomme un administrateur, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire, afin d'exécuter les actes de gestion urgents, jusqu'à ce que se tienne une assemblée générale d'Actionnaires, convoquée par cet administrateur dans les quinze jours de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les Actionnaires pourront nommer un gérant remplaçant, en respectant les règles de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts. L'absence d'une telle nomination entraînera la dissolution et la liquidation de la Société.

La nomination d'un gérant remplaçant n'est pas soumise à l'approbation du Gérant.»

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 17 des Statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 17. Modification des Statuts.** Les présents statuts pourront être modifiés, sous condition de l'approbation du Gérant, par une assemblée générale des Actionnaires statuant à la majorité des trois quarts des actionnaires. En outre, cette majorité devra être atteinte séparément au sein de chaque catégorie d'Actions Ordinaires A et B, dont le vote à cette fin sera compté séparément.»

Neuvième résolution

L'assemblée décide de remplacer les membres actuels du conseil de surveillance par les trois nouveaux membres suivants:

- M. Stephen Warshaw, né à Londres (Royaume-Uni) le 20 septembre 1948, demeurant au 29 Heat Hurst Road, Londres NW3 2 RV, Royaume-Uni;
- M. Steve Simcox, né au Michigan (Etats-Unis d'Amérique) le 22 octobre 1960, demeurant au 780 Township Line Road, Yardley PA 19067, Etats-Unis d'Amérique; et
- M. François Mirallié, né à Nantes (France) le 30 mai 1962, demeurant à Tienne du Peuthy 6, 1380 Lagne, Belgique.

Frais

Le montant des frais qui incombent à la Société sont évalués environ à dix neuf mille euros (EUR 19.000,-)

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Van Hees, H. Janssen, F. Chateau, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juin 2004, vol. 21CS, fol. 34, case 5. – Reçu 13.555,98 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2004.

J. Elvinger.

(099366.3/211/894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2004.

SANTEMEDIA MANAGEMENT S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 88.083.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(099371.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2004.

**JOHANN BERGER TRANSPORTE, LUXEMBURG, G.m.b.H.,
Gesellschaft mit beschränkter Haftung.**

Gesellschaftssitz: L-9990 Weiswampach, Haus Nummer 40.

H. R. Luxembourg B 94.220.

Im Jahre zweitausendvier, den zehnten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Marc Cravatte, mit dem Amtssitz zu Ettelbrück.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung JOHANN BERGER, TRANSPORT- und KRAFTFAHRZEUGREPARATUR GESELLSCHAFT m.b.H., mit Sitz in A-6250 Radfeld (Österreich), Rettenbach 10A,

hier vertreten durch Herrn Robert Austen, Privatangestellter, wohnhaft zu B-4784 St. Vith, Neundorf 10,

auf Grund einer Spezialvollmacht unter Privatschrift, gegeben zu Wien (Österreich) am 29. Oktober 2004, durch Herrn Dr. Albert Mayer, Jurist, wohnhaft zu FL-9490 Vaduz, Alvierweg 20, handelnd in seiner Eigenschaft als handelsrechtlicher Geschäftsführer der vorerwähnten Gesellschaft, wie dies hervorgeht aus einem Auszug mit aktuellen Daten, Stichtag 1. September 2004, des Justizfirmenbuches der Republik Österreich, Nr. FN 35750z, welche Vollmacht, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Vollmachtnehmer und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden;

die vorgenannte Gesellschaft alleinige Teilhaberin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung JOHANN BERGER TRANSPORTE, LUXEMBURG, G.m.b.H., mit Sitz zu L-9753 Heinerscheid, 33, route de Stavelot, gegründet unter dem Namen ALBERT SCHRAM & CO, G.m.b.H., unter Form einer Kommanditgesellschaft durch Urkunde unter Privatschrift

vom 30. November 1973, umgewandelt in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gemäss Urkunde aufgenommen vom instrumentierenden Notar, mit dem damaligen Amtssitz zu Wiltz am 20. April 1977, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations von 1977, Seite 5563, zu verschiedenen Malen abgeändert, und zuletzt durch Urkunde aufgenommen vom instrumentierenden Notar am 7. November 2003, veröffentlicht im Mémorial C von 2004, Seite...

eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter Nummer B 94.220,
welcher Komparent, handelnd wie erwähnt, vertretend das gesamte Gesellschaftskapital, in einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten ist und, einstimmig und laut entsprechender Tagesordnung, nachfolgende Beschlüsse gefasst hat:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft von der jetzigen Adresse nach L-9990 Weiswampach, Haus Nummer 40 zu verlegen.

Dementsprechend wird Artikel 4 der Gesellschaftssatzung angepasst und erhält folgenden Wortlaut:

«**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-9990 Weiswampach. Niederlassungen können jederzeit durch den oder die Verwalter an anderen Orten errichtet werden.»

Zweiter Beschluss

Die Adresse der Gesellschaft lautet: L-9990 Weiswampach, Haus Nummer 40.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Geschäftsführung wie folgt zu regeln:

- a) Das Mandat von Frau Patricia Leffin in ihrer Eigenschaft als zweite technische Geschäftsführerin wird rückwirkend auf den 30. April 2004 aufgehoben;
 - b) Herr Albert Mayer wird in seiner Eigenschaft als administrativer Geschäftsführer bestätigt;
 - c) Herr Robert Austen wird in seiner Eigenschaft als technischer Geschäftsführer bestätigt;
 - d) die Gesellschaft wird rechtsgültig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift der beiden Geschäftsführer;
 - e) die so erteilten Befugnisse bleiben gültig bis zu gegenteiligem Beschluss der Generalversammlung.
- Da nichts Weiteres auf der Tagesordnung stand, wurde die Generalversammlung geschlossen.

Kosten

Die Kosten und Gebühren gegenwärtiger Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Ettelbrück in der Amtsstube des instrumentierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Vertreter der Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. Austen, M. Cravatte.

Enregistré à Diekirch, le 12 novembre 2004, vol. 614, fol. 66, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

Für gleichlautende Abschrift zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Ettelbrück, den 18. November 2004.

M. Cravatte.

(903837.3/205/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 2 décembre 2004.

JUNIOR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9051 Ettelbruck, 103, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 100.871.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003, enregistrés à Luxembourg, le 3 décembre 2004, réf. LSO-AX01354, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JUNIOR, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME S.A.

Signatures

(903886.3/514/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

A.E.I.B., AMERICAN-EUROPEAN INSURANCE BROKERAGE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 88.753.

Le bilan au 31 décembre 2002, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 3 décembre 2004, réf. LSO-AX01190, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

(098851.4/833/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2004.

VOLCAREC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 97.782.

L'an deux mille quatre, le douze novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de VOLCAREC, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelast, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Diekirch, sous le numéro 6.342, constituée suivant acte notarié en date du 16 novembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 553 du 10 avril 2002.

L'assemblée se compose actuellement des deux (2) seuls et uniques associés, à savoir:

1.- La société anonyme COTENA S.A., ayant son siège social à L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelast; ici représentée par deux de ses administrateurs, à savoir Monsieur Pierre Nameche, chef d'entreprises, demeurant au 2, rue Hannelast, L-9544 Wiltz et Monsieur Jean-Pierre Lebrun, employé, demeurant au 2, rue Hannelast, L-9544 Wiltz,

ce dernier représenté par Monsieur Pierre Nameche, prénommé,

en vertu d'une procuration donnée à ce dernier et qui restera annexée aux présentes.

2.- La société MARAN FINANCES, S.pr.l., ayant son siège social à B-1180 Bruxelles, 106A, rue Beeckman (Belgique), ici représentée par son gérant avec pouvoir de signature individuelle:

Monsieur Pierre Nameche, prénommé.

Lequel mandataire, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les résolutions des associés, prises chacune séparément, à l'unanimité et sur ordre du jour conforme:

Première résolution

Cession de parts sociales

La société anonyme COTENA S.A., prénommée,

cède et transporte par les présentes, en pleine propriété, sous la garantie de fait et de droit la totalité de sa participation dans la dite société VOLCAREC, S.à r.l., soit une (1) part sociale, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR), à:

la société EMERALD MANAGEMENT S.A., une société de droit des Iles Vierges Britanniques, établie et ayant son siège social à Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques), PO Box 3161, représentée par son directeur, Monsieur Christophe Blondeau, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

pour le prix de vingt-cinq Euros (25,- EUR), que le représentant de la partie cédante déclare avoir reçu avant la passation des présentes et hors la présente du notaire instrumentant ce dont il confirme bonne et valable quittance.

De même la société MARAN FINANCE, S.pr.l., prénommée,

cède et transporte par les présentes, en pleine propriété, sous la garantie de fait et de droit la totalité de sa participation dans la dite société VOLCAREC, S.à r.l., soit quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune, à:

la société LAUREN BUSINESS LIMITED, une société de droit des Iles Vierges Britanniques, établie et ayant son siège social à Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques), PO Box 3161, représentée par son directeur, Monsieur Christophe Blondeau, prénommé,

pour le prix de vingt-cinq Euros (25,- EUR), que le représentant de la partie cédante déclare avoir reçu avant la passation des présentes et hors la présente du notaire instrumentant ce dont il confirme bonne et valable quittance.

Ensuite Monsieur Pierre Nameche, chef d'entreprises, demeurant à L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelast, agissant en sa qualité de gérant unique de la Société, déclare accepter au nom et pour compte de la Société, les cessions de parts sociales ci-avant documentées et les considérer comme dûment signifiées à la société, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil et conformément à l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les nouveaux associés, représentés comme dit ci-avant, prennent les résolutions suivantes à l'unanimité.

Deuxième résolution

Afin de refléter lesdites cessions de parts sociales, l'assemblée générale décide de modifier l'article six des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les cent (100) parts sociales ont été souscrites par les associés ci-après comme suit:

1.- la société EMERALD MANAGEMENT S.A., une société de droit des Iles Vierges Britanniques, établie et ayant son siège social à Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques), PO Box 3161, une part sociale	1
2.- la société LAUREN BUSINESS LIMITED, une société de droit des Iles Vierges Britanniques, établie et ayant son siège social à Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques), PO Box 3161, quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	99
Total: cent parts sociales	100

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelast à L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 2 des statuts est modifier et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 2 (premier alinéa).** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de Monsieur Pierre Nameche, en tant que seul gérant de la Société et décide de lui accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de son mandat.

Sont nommés nouveaux gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Christophe Blondeau, employé privé, né à Anvers (Belgique), le 28 février 1954, avec adresse professionnelle au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg;

- Monsieur Romain Thillens, licencié en sciences économiques appliquées, né à Wiltz (Luxembourg), le 30 octobre 1952, avec adresse professionnelle au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Ils ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et l'engager valablement par leur signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. Nameche, C. Blondeau, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 novembre 2004, vol. 889, fol. 50, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 24 novembre 2004.

J.-J. Wagner.

(903882.3/239/85) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

VOLCAREC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 97.782.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 24 novembre 2004.

J.-J. Wagner.

(903883.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

MOLA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 115, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Diekirch B 4.283.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 3 décembre 2004, réf. LSO-AX01348, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MOLA, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME S.A.

Signatures

(903887.3/514/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

TRISPORT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 31, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 95.695.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003, enregistrés à Luxembourg, le 2 décembre 2004, réf. LSO-AX00631, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2004.

Pour TRISPORT, S.à r.l.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

(903888.3/503/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 8 décembre 2004.

LA ROSE S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 44.802.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *11 mars 2005* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

I (00141/660/14)

Pour le Conseil d'Administration.

FINANCIERE PETRUSSE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 44.786.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *11 mars 2005* à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

I (00142/660/14)

Pour le Conseil d'Administration.

ALPHA INVESTIMENTI SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 74.023.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on *11 March 2005* at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor.
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at December 31, 2004; allocation of the net results.
3. Discharge to the Directors.
4. Statutory Appointments.
5. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

I (00309/755/19)

The Board of Directors.

W.S. FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 66.039.

Le Conseil d'Administration invite les Actionnaires à assister à:

I. l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des Actionnaires appelée à statuer sur l'exercice clos le 31 décembre 2003, qui se tiendra, suite à l'ajournement survenu le 11 mars 2004 au siège social de la Sicav, 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le *10 mars 2005* à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Revue et approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises.
2. Considération et approbation des états financiers pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2003.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2003.

4. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice fiscal se terminant le 31 décembre 2003.
5. Nominations statutaires pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2004.
6. Divers.

II. l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des Actionnaires appelée à statuer sur l'exercice clos le 31 décembre 2004, qui se tiendra au siège social de la Sicav, 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 10 mars 2005 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Revue et approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des états financiers pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2004.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2004.
4. Quitus pour l'exercice clos le 31 décembre 2004.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Conformément aux dispositions des statuts et aux prescriptions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les décisions des Assemblées Générales Annuelles des Actionnaires dûment convoqués ne requièrent aucun quorum et sont prises à la majorité simple des voix des Actionnaires présents ou représentés et votants.

Conditions pour être admis aux assemblées:

Les Actionnaires sont admis à participer physiquement aux Assemblées, sous réserve d'apporter la preuve de leur identité, à la condition d'avoir averti la Société, à son siège social (4, boulevard du Prince Henri - Corporate - Administration de W.S. FUND), le 4 mars 2005 au plus tard, de leur intention de participer aux Assemblées; les Actionnaires qui ne peuvent se présenter physiquement peuvent voter soit au moyen d'un représentant de leur choix, soit par voie de procuration. Des procurations sont disponibles à cet effet au siège de la Société. Pour être prises en considération le jour des Assemblées, ces procurations doivent parvenir au siège de la Société, dûment complétées, datées et signées, au plus tard le 4 mars 2005. Les procurations déjà transmises pour l'Assemblée qui s'est tenue le 11 mars 2004 restent valables pour l'Assemblée du 10 mars 2005 à 10.00 heures.

Les personnes qui assisteront aux Assemblées, soit directement, soit par voie de procuration, devront produire au Bureau des Assemblées un certificat de blocage des actions qu'ils détiennent, soit directement, soit par voie de procuration, auprès de:

- à Luxembourg:

SELLA BANK LUXEMBOURG S.A., 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- en Suisse:

C.I.M. BANQUE, GENEVE, 16, rue Merle d'Aubigné, CH-1211 Genève, Suisse.

I (00501/755/47)

Le Conseil d'Administration.

ORDA FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 39.999.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 mars 2005 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (00335/000/14)

POLE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 36.319.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mercredi 9 mars 2005 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

4. Divers.

I (00486/1267/14)

Le Conseil d'Administration.

SUCO S.A., Société Anonyme,
(anc. FERNAND SUNNEN & CIE).
 Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwée.
 R. C. Luxembourg B 19.755.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET STATUTAIRE

qui se tiendra au siège, 40, Rangwée, L-2412 Luxembourg, le vendredi 4 mars 2005 à 9.00 heures.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2004; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.

II (00292/2056/18)

Le Conseil d'Administration.

BRG FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
 R. C. Luxembourg B 27.709.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 2 mars 2005 à 11.30 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- I. Apport des compartiments BRG FUND - Ethiglobal, BRG FUND - Growth et BRG FUND - Equities International respectivement aux compartiments nouvellement créés Isis Ethiglobal, Isis Growth et Isis Equities International de l'OPCVM de droit luxembourgeois dénommé ISIS.
- II. Sous la condition suspensive de l'adoption de la résolution prévue au point I ci-dessus, refonte complète des statuts de la Société notamment pour la soumettre à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, et comprenant des modifications significatives aux articles 1, 3, 5, 6, 10, 15, 19, 20, 21, 22, 24, 26 et 27 pour:
 1. Changer la dénomination de la Société en «CONVERTIBLE FUND»;
 2. Accepter des souscriptions moyennant l'apport d'un portefeuille existant;
 3. Appliquer le principe de désolidarisation des dettes et obligations des différents compartiments de la Société;
 4. Permettre la création de classes d'actions au sein des compartiments de la Société;
 5. Préciser les règles relatives à la dissolution et à la fusion de compartiments de la Société;
 6. Adapter les statuts de la Société aux dispositions de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et remplacer toutes références à la loi du 30 mars 1988 par des références à la loi du 20 décembre 2002.
- III. Nomination de quatre nouveaux Administrateurs en remplacement de sept Administrateurs démissionnaires.
- IV. Divers.

Les actionnaires sont invités à consulter l'Avis d'information joint en annexe relatif à l'apport des compartiments visés sous le point I ci-dessus et contenant des informations relatives à ISIS. Les actionnaires sont par ailleurs informés qu'en date du 4 février 2005, le Conseil d'Administration de ISIS a approuvé le projet d'apport des compartiments.

Les actionnaires peuvent, sur simple demande au siège social de la Société, obtenir sans frais le texte complet des modifications aux statuts de la Société.

L'Assemblée ne pourra délibérer valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions auprès de la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A. cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

II (00339/584/36)

Le Conseil d'Administration.

SYLLUS S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 37.716.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le jeudi 3 mars 2005 à 16.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

II (00322/1267/15)

Le Conseil d'Administration.

AUREA FINANCE COMPANY, Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.
R. C. Luxembourg B 47.028.

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires d'AUREA FINANCE COMPANY, se tiendra le mercredi 2 mars 2005 à 11.00 heures au siège de la société, 50, rue Basse à Steinsel, Grand-Duché de Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Renouvellement de l'autorisation accordée au Conseil d'administration d'augmenter le capital social de la société en vertu de l'article 3 des statuts.

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite assemblée.

II (00357/1593/14)

GUERLANGE INVESTMENTS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 40.229.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 4 mars 2005 à 10.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du conseil d'administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00369/755/17)

Le Conseil d'Administration.
